

PROSPECTIVE: Être à la hauteur de ce qui nous arrive

Une contribution du C3D



**Ce document a été validé en assemblée
plénière du Conseil de Développement
Durable le 25 mars 2026**

Conseil de développement durable
de la Métropole du Grand Nancy
conseil.developpement.durable@grandnancy.eu
<https://conseildedevveloppementdurable.grandnancy.eu/>
22-24 Viaduc Kennedy
Co 80036
54035 NANCY Cedex

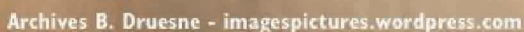
SOMMAIRE

PRÉAMBULE	1
1. INTRODUCTION	4
1.1 CONTEXTE DE L'APPEL À CONTRIBUTION	4
1.2 LA PROPOSITION DU C3D	5
1.3 LA MÉTHODE : ÉCRITURE COLLECTIVE ET PARTICIPATIVE	5
1.4 LES VALEURS FONDATRICES DU GROUPE DE TRAVAIL PROSPECTIVE	6
2. CADRAGE GÉNÉRAL	9
2.1 LA FRESQUE DES ENJEUX	9
2.2 LECTURE SWOT DU DOCUMENT MÉTROPOLITAIN « ANCRER L'AVENIR, OUVRIR LE FUTUR »	12
2.3 LE TERRITOIRE DÉSIRÉ	13
2.4 PASSER DE LA PLANIFICATION À LA COOPÉRATION	13
2.5 LA DEMANDE D'ENGAGEMENT DES CITOYENS	14
2.6 IDENTIFICATION DES THÈMES	16
3. THÈME A : COMMENT ALLIER ÉCOLOGIE, VILLE À TAILLE HUMAINE, SOLIDARITÉ ET ATTRACTIVITÉ QUALITATIVE ?	21
3.1 NOTRE RÉFLEXION : DÉFINITION DE L'ATTRACTIVITÉ QUALITATIVE	22
3.2 LE C3D AU-DEVANT DES CITOYENS	24
3.3 APPORTS CITOYENS À JARDINS DE VIE, JARDINS DE VILLE, LES 27 ET 28 SEPTEMBRE 2025	25
3.4 PROPOSITIONS CONCRÈTES ISSUES DU GT PROSPECTIVE	29

3.5 CONCLUSION DU THÈME A	32
3.6 PROPOSITIONS DE FLÉCHAGES D'ACTION OU THÈMES DE RÉFLEXION POUR LE THÈME A	33
4. THÈME B : COMMENT CONCILIER DURABILITÉ, RÉSILIENCE, ROBUSTESSE ET TECHNOLOGIE ?	34
1 NOTRE RÉFLEXION	35
4.2 DURABILITÉ, RÉSILIENCE ET TECHNOLOGIE	38
4.3 CONCLUSION	43
4.4 PROPOSITIONS DE FLÉCHAGES D'ACTIONS OU D'AXES DE RÉFLEXION POUR LE THÈME B	45
5. THÈME C : QUELLE GOUVERNANCE POUR UNE PRISE EN COMPTE DES HUMAINS ET DES NON-HUMAINS, DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE À LA DÉMOCRATIE DÉLIBÉRATIVE ?	47
5.1 NOTRE RÉFLEXION	47
5.2 L'ÉCLAIRAGE CITOYEN COMME RESSOURCE DÉMOCRATIQUE	49
5.3 MOBILISER LA RESSOURCE CITOYENNE	50
5.4 AMENER LA DÉCISION PUBLIQUE À PORTÉE DE CITOYEN	51
5.5 ÉCLAIRER LE CITOYEN	54
5.6 GARANTIR AU CITOYEN UN ACCÈS MÉDIATIQUE	54
5.7 PROPOSITIONS DE PISTES D'ACTION OU D'AXES DE RÉFLEXION POUR LE THÈME C	55
5.8 CONCLUSION THÈME C	57
6. CONCLUSION	58

DOSSIER	
7. ADDENDUM	62
8. COMPTE RENDU DES INTERVENTIONS TÉMOINS	63
8.1 COMPTE RENDU : INTERVENTION DE MELAINE CERVERA (SOCIOLOGUE)	63
8.2 COMPTE RENDU : INTERVENTION DE SAMUEL NOWAKOWSKI (CHERCHEUR EN INFORMATIQUE)	64
8.3 COMPTE RENDU : INTERVENTION DE PHILIPPE PLANE (AUTEUR)	66
9. CONTRIBUTIONS DES CITOYENS LORS DE JARDINS DE VILLE, JARDINS DE VIE	70
10. PROPOSITION DE FEUILLE DE ROUTE POUR UNE MÉTROPOLE ÉCOLOGIQUE, INCLUSIVE ET SOLIDAIRE	74
11. DÉROULÉ CHRONOLOGIQUE DES RÉUNIONS	76
12. GLOSSAIRE ET ACRONYMES	78
13. BIBLIOGRAPHIE	80
14. TEXTES ISSUS DE L'EXERCICE D'ÉCRITURE COLLECTIVE	81
15. COMMENTAIRES D'IBRIDA FOLIA, ANIMATRICE DE L'ATELIER D'ÉCRITURE	90

LE PLUS GRAND NANCY 175.000 HABITANTS
GROUPEMENT REGIONAL COMMUNES SUBURBAINES DECRET LOI 25 JUILLET 1935



La prospective ne date pas d'hier: ici en 1959, l'agence d'urbanisme propose la réunion des communes pour créer le district du Grand Nancy

Entendu lors d'une réunion du Groupe de travail Prospective :

« Euh, si je peux me permettre, il y a un sujet... je suis enseignant et là, on observe quelque chose dans la plupart des établissements. Des gamins qui se mettent à pleurer en cours. Depuis le mois de septembre, dans plusieurs lycées où je suis allé pour faire passer des examens. Ils ont même embauché deux surveillants qui tournent en permanence, parce qu'à chaque heure, il y a toujours deux ou trois gamins qui sortent de classe en pleurant.

La peur de l'avenir, ils savent qu'il y a un malaise, ils l'expriment, ça se voit, ils pleurent. Et aujourd'hui on organise des systèmes dans les établissements pour parer à ça, parce que l'enseignant, quand ça arrive et que ce n'est pas géré, il a raté son cours. Il y a sans cesse des crises de larmes. C'est d'ailleurs une observation qu'ils ont fait remonter. Ce n'est pas étonnant vu ce qu'on vit. »

PRÉAMBULE

La plupart des exercices de prospective – le Projet de territoire métropolitain Nancy 2025-2052 n’y fait pas exception – sont optimistes et se concentrent sur les promesses qu’offrirait le futur. Bien sûr il existe des menaces, mais elles sont censées se transformer en opportunités, car les organisations ont par essence même le désir de leur survie, et visent à remplacer les opinions humaines par une opinion univoque qui dépasse les individus. Mais le C3D n’a pas pour rôle de refléter les opinions d’une institution, ou d’assurer sa propre survie. Au-delà de son rôle de co-construction des politiques publiques, le C3D est une assemblée de citoyens libres, mais aussi un réceptacle unique de la parole des publics qu’il a le devoir de restituer dans ses contributions.

Il est constitué d’humains. Et ces humains ne voient pas forcément l’avenir comme un champ de défis à relever et d’opportunités dont il faut profiter. Si pendant les travaux du C3D, l’humeur est la plupart du temps au beau fixe et qu’on évoque le futur comme un possible désirable, une des réunions de ce cycle de travail (et pas n’importe laquelle) reflète le contraire. Lors de cette réunion, les membres du C3D ont fait un pas de côté et ont délaissé la méthodologie de la participation citoyenne (avec ses débats mouvants, ses matrices SWOT,

ses votes au consensus) pour laisser le champ libre aux idées et à l’imaginaire. Un atelier d’écriture a permis de révéler qu’inconsciemment ou consciemment, l’année 2050 fait peur, avant tout. Un exercice similaire en 2014 au sein du C3D évoquait davantage des futurs remplis de promesses, où la technologie de pointe se marierait avec les objectifs les plus vertueux en termes d’écologie. Le décor a changé en 2025, les récits évoquent l’autoritarisme, la déshumanisation, la perte des repères et des connaissances, mais aussi la violence nue et le malheur.

Il ne suffira pas de travailler sur des thérapies pour contrer cet état de fait mais bien d’affronter le réel tel qu’il se présente, sans déni, et flécher des politiques

publiques qui ont pour horizon un projet collectif de société désirable. Personne n’y est arrivé jusqu’à maintenant, fin des grands récits, de la démocratie planétaire, du progrès scientifique vertueux, de l’État-providence. Le C3D est en devoir d’y contribuer, comme les institutions politiques, en nous engageant, mais aussi tous les citoyens, et à leurs côtés.

L’année 2050 fait peur, avant tout

LES MEMBRES DU GT PROSPECTIVE



Atelier d'écriture animé par Elise Levinson



Intervention de Melaine Cervera, chercheur en sociologie à l'Université de Lorraine



Validation de la contribution en assemblée plénière

DANS CE TRAVAIL, NOUS AVONS ÉTÉ ACCOMPAGNÉS PAR UNE ARTISTE QUI A OUVERT NOS IMAGINAIRES



Élise Levinson

Artiste et animatrice d'ateliers d'écriture créative qui a accompagné le groupe de travail lors d'un atelier d'écriture. « facilitatrice stratégique » dans le domaine du développement durable. Ingénieure et docteure AgroParisTech de formation, elle a consacré sa thèse à la pratique et à l'exploration de la figure du facilitateur stratégique, sous l'angle de ses objectifs, savoir-faire et savoir-être. Elle nous a accompagnés dans l'exercice d'écriture final.

Elle incarne un nouveau grand récit de société, non plus le récit du développement par la croissance, par le progrès technique et le productivisme, mais celui de l'attention, de la compréhension et du « prendre soin ». Elle est attachée à construire chaque jour des relations justes dans un monde complexe.

Elle a fait part de ses commentaires sur le travail de Prospective du C3D, vous pourrez les retrouver au gré des pages de ce document.

« Toujours plus de la même chose » dirait-on à l'École de Palo Alto ! Dans un fonctionnement reposant sur l'action et le « faire », même quand il n'y a plus rien à faire (car la situation est désespérée), il faut trouver... des choses à faire ! Et même les « faire bien », en témoignent les commissions et acronymes en bonne et due forme. Peu importe que cela soit contradictoire avec l'intention de frugalité. Mais voilà, arrêter de faire, c'est oser ressentir, c'est oser faire de la place aux émotions... et cela est vraiment trop dangereux. »

« Il faut toujours dire ce que l'on voit ; surtout il faut toujours, ce qui est plus difficile, voir ce que l'on voit. »
Charles Péguy

1. INTRODUCTION

1.1 CONTEXTE DE L'APPEL À CONTRIBUTION

Ce travail est la réponse à un appel à contribution de la Métropole dans le cadre du « Projet de Territoire 2025-2052 » notamment pour ce qui est des réponses aux bascules constatées dans nos sociétés identifiées comme centrales au projet (écologie, démographie et démocratie).

L'objet de cet appel à contribution, perçu au départ par le C3D comme restrictif et centré essentiellement sur la mise en œuvre et la diffusion au public du projet davantage que sur sa conception, a conduit la majorité des conseillers du C3D à proposer d'en élargir le champ vers une approche plus approfondie au-delà de la seule problématique du déploiement au niveau du territoire.

Déjà, dans sa participation à l'initiative de 2013 du C3D « 2050 : Le Chemin des Possibles », Patrick Viveret nous invitait à prendre en compte la richesse des expériences, des vécus et des idées, présente dans les « désaccords », ces quelques pourcents d'un groupe qui constituent une altérité à la pensée majoritaire. Non par morale, mais par souci d'efficacité. Parce que c'est peut-être là que se logent les réponses innovantes aux défis de nos sociétés...

Et s'il n'y avait qu'un seul message à faire passer (aux générations futures), quel serait-il ? « Ce n'est pas parce qu'on n'a rien à dire qu'il faut fermer sa gueule... », dit le film célèbre. Il est parfois des choses si évidentes que l'on hésite à les dire, et puis un jour, on les a oubliées, ou on n'a plus le droit de les dire. L'amnésie environnementale est aujourd'hui connue : on ne se souvient pas de ce que l'on n'a pas connu et éprouvé soi-même (les insectes sur les pare-brise des voitures pendant les trajets de vacances...). S'il y avait à ne pas oublier, non par nostalgie mais parce que c'est aussi important pour demain, pour « la 7ème génération », ce serait quoi, et comment le formuler ?

ÉLISE LEVINSON

1.2 LA PROPOSITION DU C3D

Désireux de situer sa réponse dans le cadre des missions et des compétences orientées vers le temps long qui lui ont été confiées par le législateur, le C3D propose une approche globale assise sur un travail de synthèse des études prospectives existantes et des travaux menés depuis plusieurs années par le C3D et plusieurs structures du territoire. L'objectif est de répondre aux défis posés par les bascules démocratiques, démographiques et écologiques auxquelles le C3D a rajouté l'économie et le développement technologique des 25 prochaines années. Enfin, le C3D a souhaité conditionner cette réflexion à sa capacité à mobiliser des citoyens éduqués, informés et responsabilisés pour les surmonter. Pour cela, aucune censure ni limite aux débats ou aux échanges n'ont été fixées ni lors de nos rencontres ni avec les citoyens questionnés. Au-delà de la revue des travaux existants, les témoins et lectures convoquées n'ont été retenus que par leurs capacités à nous questionner, parfaire notre acculturation mais aussi alimenter nos imaginaires et pourquoi pas interpeller les destinataires de ce travail.

1.3 LA MÉTHODE : ÉCRITURE COLLECTIVE ET PARTICIPATIVE

Le C3D a fait le choix d'une rédaction collective et participative pour cette contribution. Ce parti pris vise à valoriser l'intelligence citoyenne et l'expression directe des membres du groupe de travail.

Les membres du C3D ont aussi relevé un défi littéraire original avec Ibrida Folia et Élise Levinson : inventer des récits prospectifs inspirés des scénarios de l'ADEME.

Pour répondre au concours de Citoyens & Territoires Grand Est. Ce concours d'écriture vise à encourager l'exploration de futurs possibles par des récits, des histoires grâce à des nouvelles de fiction qui s'inspirent d'un des quatre scénarios ADEME 2050, ancrées dans un territoire du Grand Est.

La consigne ? Explorer les tensions entre coopération, cohabitation et transition écologique à travers des histoires courtes et percutantes.

Tout en se familiarisant et en nous immergeant dans cette forme originale d'écriture, cet exercice a permis de faire émerger les représentations, interrogations et inquiétudes suscitées par les transformations à venir. Les textes produits ont parfois pris des formes volontairement contrastées, révélant les tensions et les incertitudes liées à cet horizon.

De quels signaux faibles ces nouvelles de fiction se font-elles les voix ?

De quelles questions invisibles se font-elles l'écho ?

Ces éléments peuvent-ils donner lieu à une nouvelle rencontre participative pour nourrir les propositions que le C3D remettra au printemps aux

élus de la Métropole ?

Sous quelle forme ?

ÉLISE LEVINSON

Sans participer des réflexions proposées par le GT Prospective, ces productions ont nourri, avant l'écriture, la réflexion collective. Elles sont versées en annexe de la présente contribution avec la contribution d'Élise Levinson animatrice de cet atelier d'écriture.

En parallèle de cet exercice, la possibilité a aussi été offerte à l'ensemble du C3D de contribuer par un texte personnel totalement libre d'un contenu de 250 mots, inspiré par le rendu collectif du GT Prospective. Plusieurs de ces textes, portés par des membres du C3D issus du collège des transitions et des territoires, apparaissent en annexe dans cette contribution.

1.4 LES VALEURS FONDATRICES DU GROUPE GT PROSPECTIVE

Le projet métropolitain « Ancrer l'Avenir, ouvrir le futur » revendique sans ambiguïté son désir de répondre aux défis des 25 prochaines années par la construction d'un « nous » rassembleur. L'appel à contributions proposé par le Président de la Métropole, comme la réponse nuancée du C3D, voulue plus adaptée à l'enjeu, confirme cette volonté de co-construction résumée dans ce « nous ». La participation en qualité de parties prenantes du C3D, avait engagé bien entendu ce désir de co-construction que le travail du GT Prospective constitué par le C3D se propose de poursuivre dans cette contribution.

Si le C3D partage les diagnostics, il est conscient de sa responsabilité dans son rôle d'instance participative et de son devoir d'enrichir de sa vision le projet grâce à la singularité et la diversité de son assemblée.

Le C3D se donne pour l'horizon 2052 : le développement humain auquel nous voulons contribuer

Notre contribution n'est ni un correctif, ni une critique, ni une tentative de compléter le « chemin de transformations » proposé et déjà impressionnant, mais davantage une proposition issue de citoyens bénévoles qui par le choix parfois clivant de lectures, débats, témoignages, visionnages de vidéos

qu'ils ont traversés, apportent dans leurs analyses et propositions l'expertise citoyenne mais aussi le « pas de côté » nécessaire à cet exercice prospectif. C'est la raison pour laquelle le C3D s'est sans doute plus attaché aux résultats issus d'un parcours choisi soucieux d'un apport sincère et sans fard plus qu'à l'idée de produire au final une forme conventionnelle sans saveur. C'est aussi la raison pour laquelle le choix a été fait de l'exigence de mots simples, tranchant avec le propos parfois compliqué (et malheureusement un peu lyrique), en tout cas formel, de la parole publique.

Bien qu'ayant adopté cette approche singulière, nous nous sommes fixé l'autre exigence de nous placer à la hauteur « d'un appel à un effort d'intelligence collective et au besoin de relever des défis collectivement » que souligne le texte de la Métropole. Dans le même esprit, il était hors de question de s'éloigner des questions essentielles que sont l'écologie, l'alimentation, la santé, l'éducation, la décarbonation et les transports que tous les citoyens retiennent comme les priorités dans nos territoires. Si nous sommes modestes dans notre capacité « à penser les transformations profondes », le C3D s'identifie en revanche comme le bon endroit pour proposer une tentative de contribution qui peut en éviter les errements.

Le C3D joue un rôle important dans la cohésion sociale par son rôle de transmission de l'expertise d'usage des citoyens. Le C3D se doit d'être le médiateur des désirs d'avenir et, donc, des espoirs formulés.

Le C3D se donne pour horizon 2052 le développement humain auquel nous voulons contribuer.

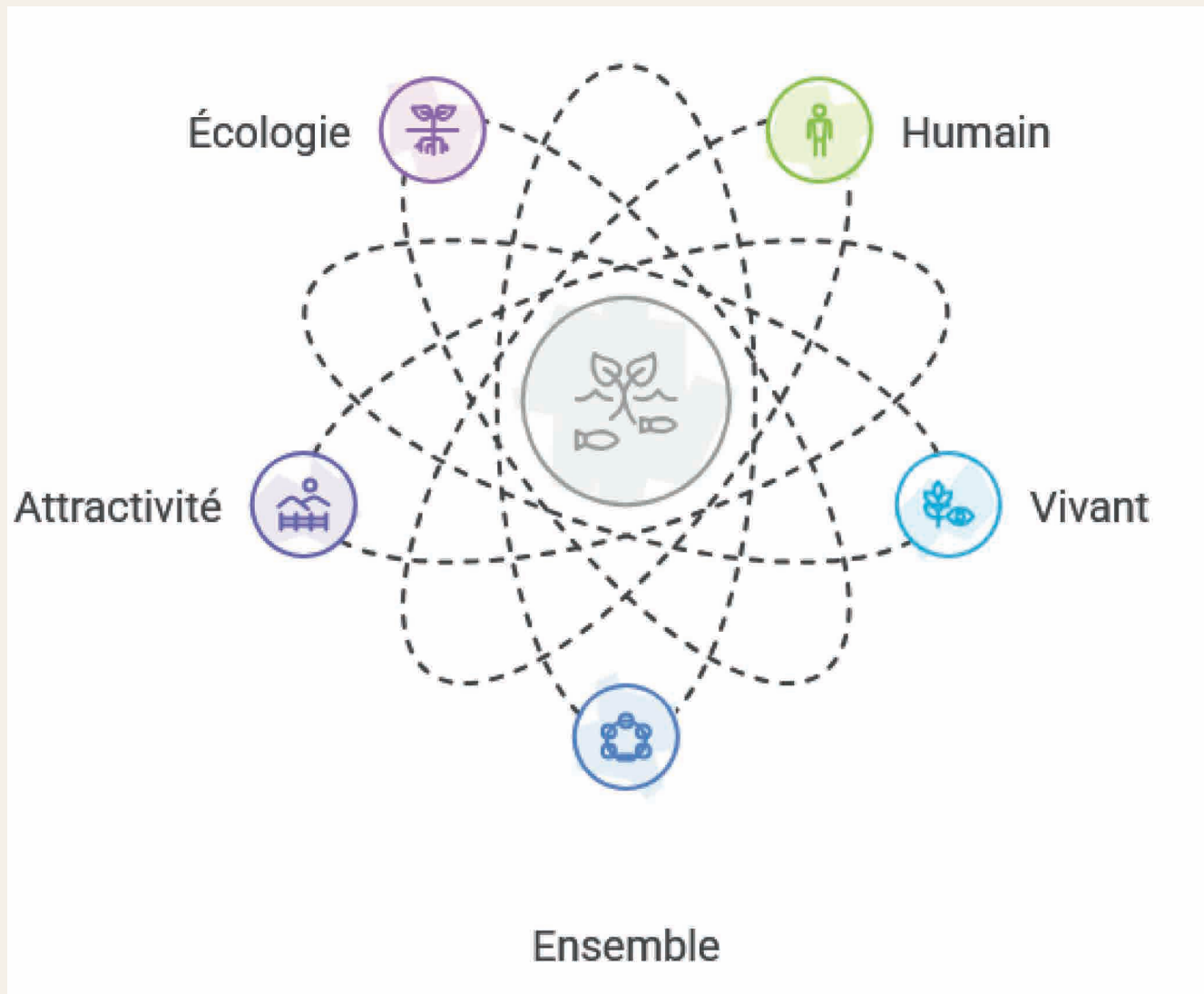
UNE CITATION ILLUSTRE CE PROPOS :

«On peut s'accorder, a minima, sur l'idée que le futur est en toute rigueur inconnaissable, mais que nous en construisons des représentations qui se révéleront, après coup, plus ou moins pertinentes. Ces représentations nous permettent de nous préparer (psychiquement et matériellement) aux différentes versions potentielles de ce futur, mais aussi de mettre en œuvre des actions susceptibles d'orienter le cours des événements dans un sens répondant à nos souhaits»

CHRISTIAN ROBINEAU

DES VALEURS QUI FONDENT NOTRE RECHERCHE

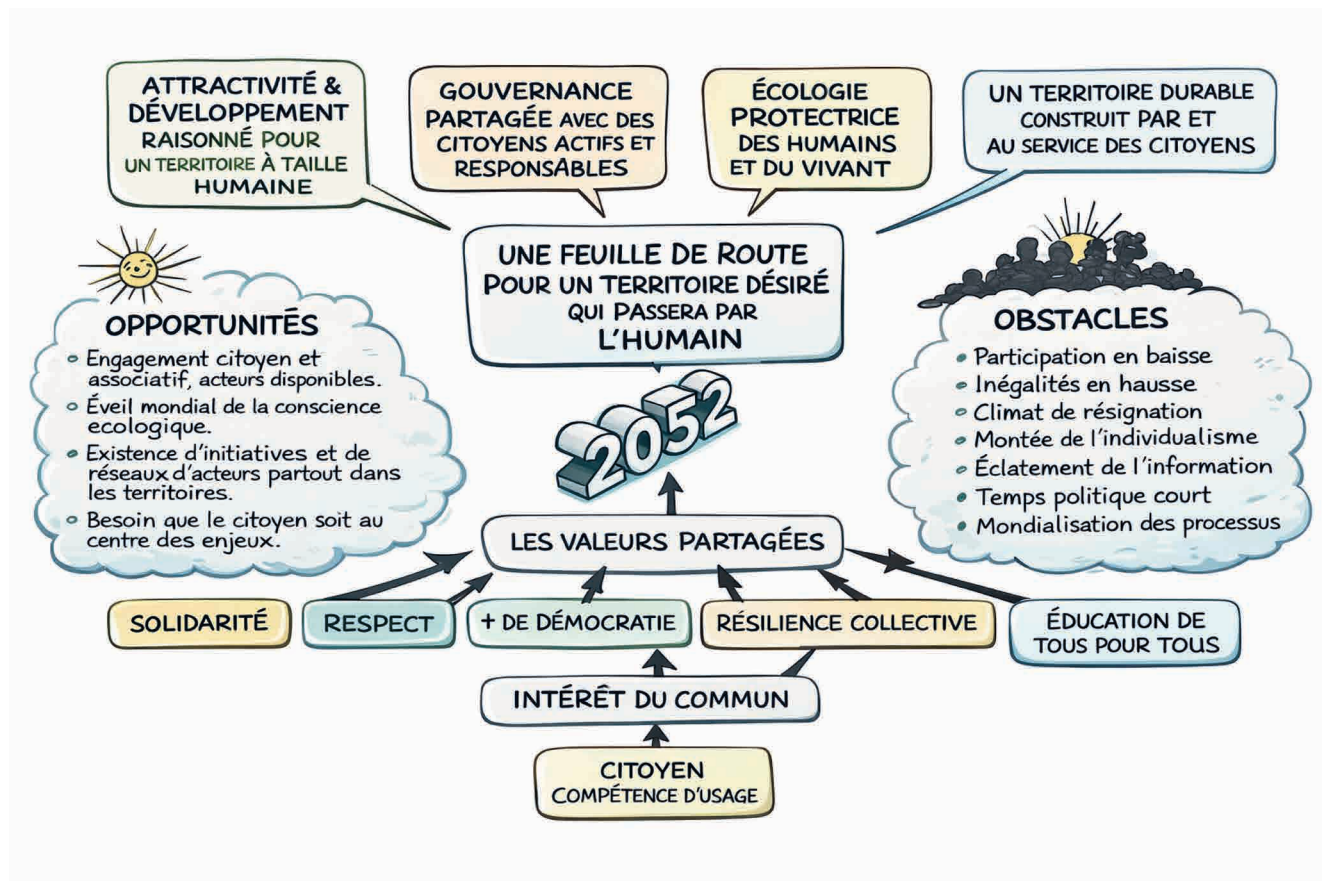
Parmi une grande diversité de visions et de souhaits, pour le Grand Nancy à l'horizon 2052, les principales valeurs qui ressortent du groupe de travail sont (mots-clés par ordre de priorité) :



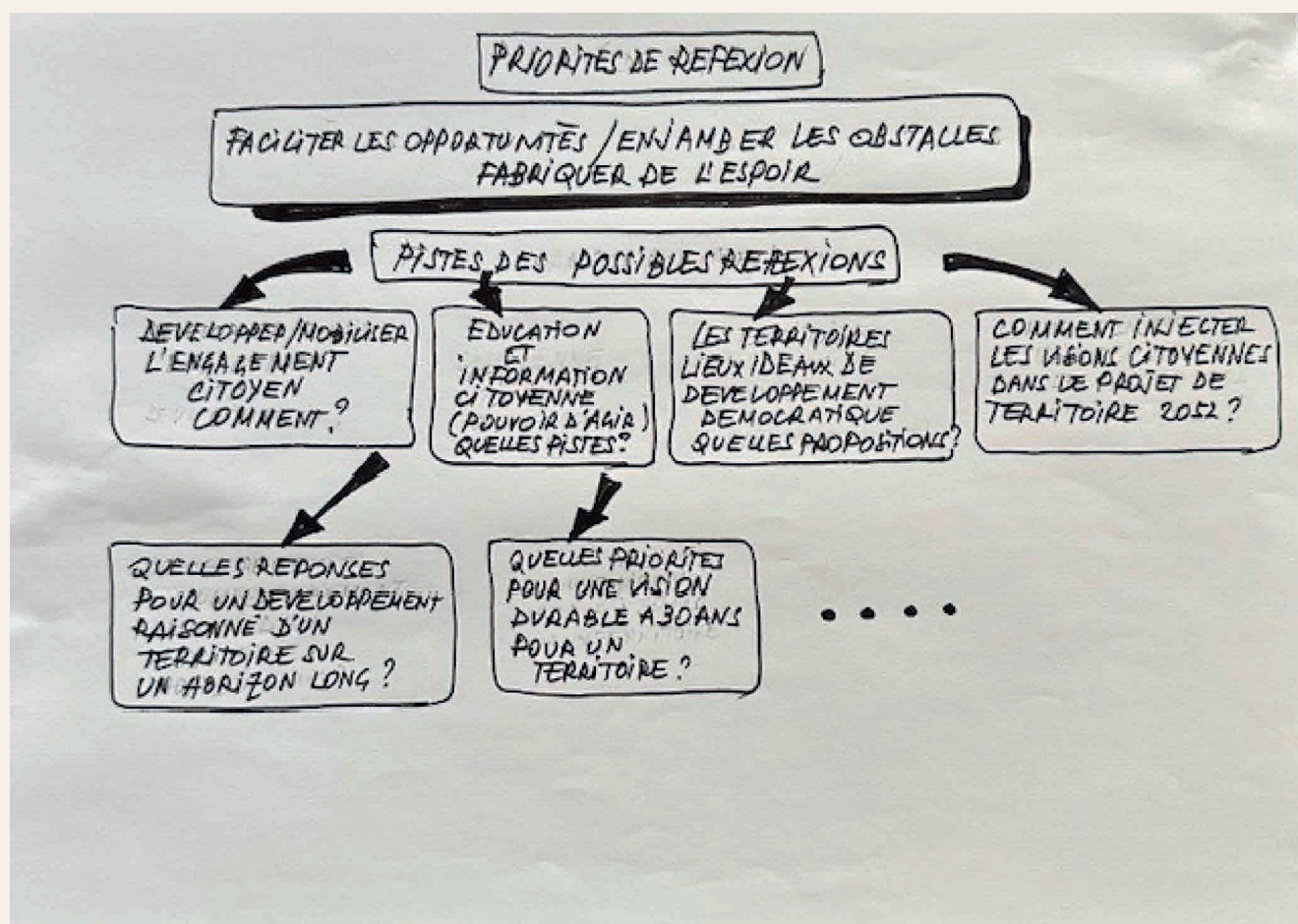
Les thèmes qui surgiront de nos travaux (voir 2.6) sont traversés par ces valeurs et renvoient tous au « nous » évoqué dans le projet métropolitain

2. CADRAGE GÉNÉRAL

2.1 LA FRESQUE DES ENJEUX



Une étape essentielle et préalable a été l'élaboration d'une fresque des enjeux à partir de tous les travaux existants produits par la Métropole et le C3D cette dernière décennie et de plusieurs rencontres d'échange au sein du groupe de travail Prospective constitué. Cette fresque contribuera largement à la formulation des 3 thèmes de travail (voir 2.6).



Notre objectif est de proposer un croisement des enseignements et expériences apportés par nos témoins (sur lesquels nous reviendrons synthétiquement) avec les réflexions du C3D et les témoignages des nombreux citoyens rencontrés. Notre ambition sera donc de tenter d'identifier et de proposer les conditions souhaitables d'un horizon 2052 qui soit « **à la hauteur de ce qui nous arrive** » (Gilles Deleuze) et d'y raccrocher toutes les suggestions collectées dans nos échanges pouvant contribuer à enrichir les politiques publiques.

LE C3D À JARDINS DE VI(LL)E 2025

À LA RENCONTRE DES CITOYENS



NOS GRANDS TÉMOINS



Samuel Nowakoski
Maître de Conférence - Chercheur
au LORIA
(Laboratoire lorrain d'informatique
et ses applications)



Melaine Cervera
Maître de conférences, 2L2S
(Laboratoire lorrain de sciences
sociales)



Philippe Plane
Auteur de
«Rebellons-nous!»

2.2 LECTURE SWOT DU DOCUMENT MÉTROPOLITAIN « ANCRER L'AVENIR, OUVRIR LE FUTUR »

Le GT Prospective a exclu de se priver des réactions de ses membres, d'abord citoyens du territoire à la lecture du document métropolitain « Ancrer l'avenir, ouvrir le futur ».

Conduire un exercice d'évaluation utilisant une matrice SWOT est apparu comme un exercice pertinent pour recueillir « à chaud » les « impressions de lecture ».

Si les avis se sont exprimés avec une grande diversité de styles et de mots, les réponses obtenues sont fortement concordantes pour que sa publication trouve sa place dans cette contribution sans complaisance ni artifices langagiers.



Si cet exercice préalable n'a pas été conduit pour orienter le travail du GT Prospective, il interpelle cependant dans la partie faiblesse.

Le constat d'un déficit de forme très marquée notamment dans une perspective de « **saisissement collectif** » par les citoyens du territoire, voulu par ce projet et, ce, en regard des forces évidentes constatées du territoire, mais surtout des intentions d'innovations démocratiques affichées dans le document, constitue une interrogation à laquelle cette contribution tente d'apporter une réponse.

2.3 LE TERRITOIRE DÉSIRÉ

Comme le chemin désiré et idéal qui finit par se dessiner dans l'espace naturel, résultant de milliers de passages eux-mêmes résultats de stratégies, d'envies, de besoins, de plaisirs, de nécessités, d'urgences d'individus différents ne s'étant pas consultés, même pas rencontrés, d'origines et de destins divers, le territoire désiré prendra la forme inévitablement de toutes les traces successives laissées par ces mêmes humains par-delà tous les plans que nous pourrions faire et croire gravés dans le marbre. La métaphore illustre parfaitement notre démarche.

Le chemin de notre territoire sera dessiné par tous ses habitants si l'horizon qui leur est proposé est à taille humaine, si ils partagent la gouvernance de ce territoire en citoyens actifs et responsabilisés et si ce territoire est construit à leur service dans un environnement qui les protège.

2.4 PASSER DE LA PLANIFICATION À LA COOPÉRATION

Habiter un territoire, ce n'est pas seulement utiliser les ressources et services qui y sont disponibles, ni se contenter d'y développer des activités répondant aux intérêts particuliers. Habiter un territoire c'est d'abord exercer une responsabilité sur la protection des biens communs les plus fragiles que sont les sols, l'eau, et l'air. Les chocs climatiques que nous subissons depuis quelques années sont là pour nous rappeler le chemin qu'il reste à faire pour transmettre aux générations suivantes un territoire où il fait bon vivre.

Habiter un territoire c'est également le partager avec d'autres, en co-construire le devenir et en assurer la robustesse face aux aléas extérieurs.

Les politiques publiques se déploient à toute échelle, nationale, régionale, départementale, métropolitaine, municipale : ainsi de nombreux documents structurants, à visée prospective ou réglementaire, fleurissent : schémas de cohérence territoriale, plan climat air énergie territorial, schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, pacte territorial de relance et de transition écologique.

Tous ces documents parlent de relance, d'aménagement, de planification, d'objectifs, de règles, mettent en œuvre des compétences d'ingénieurs. Ils se veulent à la fois stratégiques et opérationnels et déroulent des solutions techniques souvent ambitieuses.

Force est de constater que le citoyen reste très éloigné de la définition de ces politiques publiques.

Ces grandes orientations territoriales fixent des objectifs à atteindre et proposent des organes de suivi de leur réalisation. Profitons de cette opportunité pour y inclure des citoyens éduqués volontaires issus de quartiers, d'associations et d'entreprises usagers du territoire.

Par la défense de la coopération, passons de citoyens consommateurs de territoire à des citoyens usagers responsables et engagés dans le développement harmonieux de leur cadre de vie.

2.5 LA DEMANDE D'ENGAGEMENT DES CITOYENS

Si des assemblées citoyennes tirées au sort réussissent après « décantation » à réunir 30 à 40 % de leurs membres dans un processus de travail de délibération et de construction malgré l'encadrement directif de consultants souvent prédateurs de l'expertise d'usage des citoyens, on peut se demander ce que des assemblées ou conventions en fonctionnement réellement « autonomes » préalablement éduquées et formées, pourraient apporter à l'efficacité des politiques publiques et donc à leur adhésion.

L'implication des citoyens dans la vie publique est désormais une évidence et une exigence. La complexité des bascules auxquelles nos territoires sont et seront confrontés exige des citoyens qu'ils soient « embarqués » de plus en plus profondément en co-construction de la décision publique.

De nombreuses échelles sont proposées pour évaluer ce degré d'implication. Elles diffèrent par leurs vocabulaires et le nombre de niveaux proposés, mais convergent toutes en proposant des grilles sur lesquelles on peut facilement situer cette implication.

ÉCHELLE D'ARNSTEIN (1969) "Ladder of citizen participation"

Participation citoyenne dans les projets urbains et politiques publiques

	1 Manipulation	2 Thérapie	3 Information	4 Consultation	5 Apaisement	6 Partenariat	7 Délégation de pouvoirs	8 Contrôle citoyen
Description	Les citoyens sont éduqués ou influencés pour valider une décision déjà prise	La participation est un leurre pour "soigner" les mécontents	Le citoyens reçoivent des infos mais ne peuvent pas influencer	Les avis sont recueillis, mais pas nécessairement pris en compte	Quelques citoyens sont associés pour donner une apparence de légitimité	Pouvoir partagés entre citoyens et décideurs (négociation)	Les citoyens ont un pouvoir décisionnel sur certains aspects	Les citoyens gèrent entièrement un projet ou une politique
Exemples	Réunions publiques où l'avis des habitants est ignoré	Ateliers de "consultation" sans réel pouvoir décisionnel	Affichage municipal, newsletter	Enquêtes publiques, sondages	Comité de quartier sans pouvoirs réels	Budgets participatifs, co-construction de projets	Gestion d'un équipement public par une association	Coopératives citoyennes, autogestion

Il est malheureusement peu contestable que les expériences d'assemblées ou de dispositifs d'implication citoyennes ne dépassent pas sur l'échelle d'Arnstein le stade du niveau 5 (rarement 6), même si elles visent ce niveau 6. C'est en tout cas, la situation dans notre Métropole.

Ce constat exclut de fait la possibilité de renforcer la capacité démocratique des territoires. Au-delà des intentions exprimées, on ne peut que constater que l'audace et l'innovation démocratique brandies dans les narratifs municipaux et territoriaux sont loin de répondre aux attentes de participation attendues des citoyens.

L'engagement et la responsabilisation des citoyens sont pourtant les préalables à la possibilité de dépassement des bascules annoncées.

À titre d'exemple plus proche des citoyens au quotidien, un engagement plus large et surtout plus efficace pourrait être obtenu sur le plan municipal en réformant l'approche vieillissante et obsolète des Conseils Citoyens pour les transformer en véritable « maison citoyenne de quartier ». On pourrait leur confier la mission d'être les acteurs de la citoyenneté au quotidien en particulier pour ce qui concerne l'éducation et la formation à cette citoyenneté.

Cela suppose de les doter de moyens matériels (locaux, support administratif, budget de fonctionnement) décents ainsi que d'une formation robuste d'animateurs citoyens. Leurs champs d'action pourraient ainsi alors être progressivement élargis en intégrant le portage de projets citoyens structurants et une compétence délibérative aux côtés des élus.



Une intégration facilitée et encouragée des écoles, collèges, lycées aux activités des Conseils Citoyens apporterait un relais précieux de connaissances et comportements transgénérationnels en échange d'une expérience citoyenne formatrice pour l'avenir.

Dans le même souci de rupture dans leur gouvernance, la nomination des coordinateurs pourrait évoluer vers des élections sans candidat (ESC) avec mandat court, ce mode de nomination innovant présentant des avantages considérables sur le mode électif traditionnel, en renforçant la cohésion du groupe par plus de solidarité coopérative et surtout en modifiant considérablement l'adhésion du groupe au « travailler ensemble ».

Ces « maisons citoyennes de quartier » pourraient alors jouer un rôle puissant d'animation et d'éducation citoyenne

dans les quartiers. En dépassant le paradigme du Conseil Citoyen représentant (voire affidé) de la municipalité au Conseil Citoyen représentant des citoyens de son quartier, on s'inscrit sans ambiguïté dans une démarche de participation citoyenne réelle.

2ème atelier du Groupe (26/11/2024)

À horizon 2050, selon vous : Quel mot pourrait définir le Grand Nancy ?

Dans les réponses des membres du C3D, on trouve une diversité de visions et de souhaits pour le Grand Nancy à l'horizon 2050, mettant en avant des thèmes tels que l'attractivité, la gouvernance citoyenne, l'écologie humaine, la soutenabilité et l'importance de l'humain. Elles expriment le désir d'un territoire

joyeux, vivant et respectueux de chacun, avec une forte connexion à la ruralité environnante et une solidarité entre les territoires. Les participants aspirent à une métropole résiliente, verte, et protectrice des espèces, où l'on vit bien ensemble et où l'on privilégie les relations humaines et l'éducation. Certains soulignent également la nécessité de résister à la bétonisation, aux transports inefficaces et à l'emprise de l'intelligence artificielle, tout en favorisant une gouvernance active des citoyens.



Selon vous, quelle est la crise principale à redouter d'ici 2050 ?



Plusieurs crises majeures sont à redouter d'ici 2050, notamment la crise démocratique, considérée comme la « mère de toutes les autres crises ». Cette crise démocratique est caractérisée par une baisse de la participation citoyenne, une augmentation des inégalités et des discriminations, ainsi qu'un risque d'autoritarisme. D'autres défis importants incluent les phénomènes climatiques violents, la perte de biodiversité, les

tensions sociales, l'individualisme, la désinformation, et les problèmes alimentaires. La crise écologique est également soulignée comme un enjeu crucial, pouvant entraîner une crise démographique si elle n'est pas résolue. Enfin, le découplage entre l'économie mondialisée et la démocratie locale est vu comme un obstacle à l'expression des capacités collectives.

Selon vous, quelle est la principale opportunité à espérer d'ici 2050 ?

biodiversité
engagement
actions
citoyen

Plusieurs opportunités majeures sont à espérer d'ici 2050, notamment l'engagement citoyen, l'éducation, la sensibilisation et la prévention pour renforcer la résilience collective. Les membres du C3D soulignent l'importance de réduire la tension démographique, de promouvoir la solidarité et de faciliter les contacts entre entités. La prévention en santé est également mise en avant pour réduire les dépenses en médicaments. Certains appellent à un sursaut collectif pour ne pas copier les autres et à

apprendre du dérèglement climatique avec la nécessité d'actions d'ampleur pour sauver la biodiversité et de redonner de l'espoir aux citoyens engagés. Enfin, l'intelligence artificielle est mentionnée comme un moyen de libérer du temps disponible et de favoriser l'intelligence collective.

A l'issue de la première réunion grâce aux tours de tables, 3 thèmes ont émergé :

A

Comment allier écologie, ville à taille humaine, solidarité et attractivité qualitative ?

B

Comment concilier durabilité, résilience, robustesse et technologie ?

C

Quelle gouvernance pour une prise en compte des humains et des non-humains : passer de la démocratie participative à la démocratie délibérative ?

Débat mouvant sur les ressentis et imaginaires (27/2/2025)

1. Attractivité : entre croissance quantitative et qualité de vie

Les participants remettent en question la notion d'attractivité, souvent associée à une logique de croissance démographique et économique. Pour eux, une ville attractive ne doit pas chercher à s'étendre indéfiniment, mais à offrir une **qualité de vie** (logement abordable, services publics, culture, éducation, santé) et un **équilibre écologique**. L'attractivité qualitative – fondée sur des critères comme la solidarité, la durabilité et une taille humaine – est préférée à une approche « croissantiste ».

Critiques : pressions (hausse des loyers, saturation des infrastructures), conflit avec les objectifs écologiques, dégradation de la qualité de vie, ou attractivité économique mal maîtrisée.

Conclusion : l'attractivité doit être redéfinie comme la capacité à offrir un cadre de vie désirable sans croissance forcée, en s'appuyant sur des leviers comme l'enseignement supérieur, la culture, et une économie locale résiliente (emplois publics, low-tech).

2. Technologie et durabilité : entre low-tech et technosolutionnisme

Le développement technologique est perçu comme **ambivalent** : utile dans certains domaines (santé, outils low-tech), mais dangereux s'il devient une fin en soi ou s'il aggrave les inégalités et la consommation de ressources.

Risques soulignés : technosolutionnisme (par exemple : IA présentée comme incontournable, alors qu'elle pose des questions démocratiques et environnementales), complexification inutile (multiplication des processus pour justifier des emplois ou des budgets, au détriment de solutions simples), dépendance et perte de contrôle des technologies (IA, réseaux sociaux), dépendance aux acteurs privés (GAFAM).

Conclusion : la technologie doit être un moyen au service de la durabilité et non une idéologie. Il faut distinguer les innovations utiles (par exemple : outils médicaux) des gadgets énergivores et renforcer la gouvernance démocratique pour éviter les dérives.

3. Gouvernance : vers une démocratie plus participative et transparente

La gouvernance locale actuelle est décrite comme **manquant de transparence** et mobilisant une **démocratie participative encore trop symbolique**. Les participants soulignent plusieurs dysfonctionnements :

Problèmes identifiés : démocratie participative comme alibi, décisions opaques (projets imposés sans débat préalable), manque de représentativité, délibération inexistante (absence de vrai débat).

Conclusion : une gouvernance **plus inclusive et délibérative** est nécessaire, avec des mécanismes qui **donnent vraiment la parole aux citoyens** et **responsabilisent les élus** sur la transparence. L'enjeu est de réconcilier **efficacité et participation**, sans tomber dans l'immobilisme ou la technocratie.



Nos ateliers



Synthèse globale : trois tensions et trois défis centraux pour le Grand Nancy

Tensions	Défis
Technologie contre Sobriété : Comment utiliser l'innovation sans dépendance ni gaspillage ?	Changer les mentalités (élus, citoyens) pour sortir des logiques de croissance et de pouvoir vertical.
Gouvernance contre Démocratie : Comment associer les citoyens aux décisions sans tomber dans l'illusion participative ?	Trouver des modèles économiques alternatifs qui financent la transition sans reproduire les erreurs du passé (par exemple : subventions à des industries polluantes).
Attractivité contre Durabilité : Comment concilier qualité de vie et dynamisme économique <i>sans croissance infinie</i> ?	Équilibrer stabilité et renouvellement : une ville attractive doit rester ouverte, mais sans se laisser dicter son développement par des acteurs extérieurs.

World café : les premières pistes (24/03/2025)

Trois tables : chaque table a un animateur et une feuille où sont inscrites les questions, chaque groupe se succède sur toutes les tables et répond à chaque question.

Avancées : comment allier écologie, ville à taille humaine, solidarité et attractivité qualitative ?

o Comment faire ? Favoriser l'éducation à l'écologie, la biorégionalisation, l'économie circulaire et solidaire.

o Quelles solutions concrètes ? Initiatives : créer des espaces de solidarité « lieux d'échanges, de dons ».

o Quelles initiatives exemplaires ? Associations : La Benne Idée, Envie, RéStore (à Toul).

Avancées : comment concilier durabilité, résilience, robustesse et technologie ?

o Comment faire ? Contrer la fracture numérique, l'obsolescence programmée, monter en expertise sur l'IA. Aller vers une société plus durable, moins complexe, sans inégalités territoriales. Revaloriser les savoirs traditionnels, l'expertise locale, du vécu (exemple d'ATD Quart Monde).

o Quelles solutions concrètes ? Low Techs.

o Quelles initiatives exemplaires ? Repair cafés, centre social Saint-Michel Jéricho, Fabrique de la culture du livre à Vandœuvre, Lortie, Envie, Grande Épicerie Générale, amap, Éco-village Houdemont.

Avancées : quelle gouvernance pour une prise en compte des humains et des non humains : passer de la démocratie participative à la démocratie délibérative ?

o Comment faire ? Favoriser l'esprit critique, formation des citoyens, des élus. La participation ne se décrète pas, c'est une expérience à faire dans la durée.

o Quelles solutions concrètes ? Tirage au sort en politique, recréer des espaces d'échange et de débat, élection du président de la Métropole au suffrage universel.

7 septembre 2052. 9h40. Nord-Est de la France.

Théo marche. Il a enfin atteint cette autoroute et il frissonne de surprise.

Les carcasses de voitures et autres véhicules se succèdent, inexorablement. Toutes abandonnées comme si les propriétaires s'étaient soudainement volatilisés. L'odeur est acre et la chaleur est étouffante sur cette A31 envahie par une végétation pauvre mais vivace. Il y a bien longtemps que les marcheurs, les animaux et ceux qui ont encore le bonheur d'avoir un vélo évitent cette autoroute qui reste pourtant un axe reliant les différentes ruralités qui se blottissent dans la vallée de la Moselle.

Extrait de la nouvelle « L'AUTOROUTE » (atelier d'écriture du Groupe de Travail)

3. THÈME A : COMMENT ALLIER ÉCOLOGIE, VILLE À TAILLE HUMAINE, SOLIDARITÉ ET ATTRACTIVITÉ QUALITATIVE ?

« Si nous considérons que la couleur symbolise toute la dimension esthétique et émotionnelle qu'il nous est si difficile à intégrer dans nos actions écologiques ? À quoi ressemblerait un projet climatique et écologique de territoire qui en célébrerait toutes les couleurs ? Un projet où les «trames vertes et bleues» n'en seraient qu'un aspect, et où la liste des couleurs (des végétaux, des animaux, des paysages et éléments naturels...) amorcée dans le texte serait aussi variée qu'infinie ? »

ÉLISE LEVINSON

3.1 NOTRE RÉFLEXION : DÉFINITION DE L'ATTRACTIVITÉ QUALITATIVE

Le C3D refuse que l'avenir de notre territoire puisse ne dépendre que d'un technosolutionnisme béat et utopique au service de la croissance et de la compétition comme croyance de tout progrès.

Retenir une « attractivité qualitative » contient, au contraire, l'idée d'un territoire qui donne à ses habitants la possibilité d'accroître leurs capacités individuelles d'être et d'agir.

Le témoignage de Melaine Cervera (maître de conférences, chercheur au 2L2S, actif au sein du réseau universitaire économie sociale et solidaire) a éclairé le C3D sur cette notion de territoires « capacitant » garant de l'apport des ressources collectives (culture, marché du travail, logement, éducation, santé, cadre de vie, absence de pollution, fin de vie, mobilités, accompagnement social, gouvernance participative, sécurité, mixité fonctionnelle du milieu urbain, etc.), dans des conditions d'égalité et d'équité entre toutes ses composantes territoriales et humaines qui est la

condition qui donnent au citoyen la capacité de convertir son pouvoir d'agir en action dans un territoire désiré. Il souligne l'importance des services publics et des collectivités territoriales dans ce processus de transformation des ressources citoyennes en action.

Le témoignage d'Olivier Hamant (chercheur en biologie et biophysique au sein de l'ENS de Lyon) apporte, pour sa part une critique de la performance liée à l'attractivité compétitive, qui en fragilisant et en déstabilisant nos sociétés, empêche

très clairement la robustesse de nos actions et la possibilité de mettre en œuvre des projets désirables, faits pour durer et qui ont vocation à être transmis aux générations futures. Il prône une bascule radicale de la performance (et de la compétition induite) vers la robustesse.

Une « attractivité qualitative » contient [...] l'idée d'un territoire qui donne à ses habitants la possibilité d'accroître leurs capacités individuelles d'être et d'agir.

Les valeurs qui ont conduit à la formulation du thème A

Le débat a précisé ce qu'on entend par attractivité. Nous n'excluons pas l'attractivité économique, qui est toujours le premier sens donné au mot « attractivité », implicitement. Mais, nous y avons donné un sens plus large. Nous estimons qu'une communauté humaine et urbaine, qui se montre accueillante et solidaire, avec un respect du vivant en général et un cadre de vie apaisé, peut également être perçue comme plus attractive.

C'est pourquoi, nous avons choisi de parler d'attractivité qualitative.

Nous ne retenons pas la croissance démographique et économique comme seul horizon de l'attractivité. Nous sommes attachés à une agglomération à taille humaine, qui offre une bonne qualité de vie (logement abordable, services publics de culture, d'éducation et de santé, bon équilibre écologique, robustesse et durabilité, etc.). Sur ce sujet, voir la « ville du quart d'heure » de Carlos Moreno.

L'engagement citoyen et la solidarité redonnent de l'espoir aux citoyens engagés. Une métropole où l'on vit bien ensemble, dans le respect de chacun, et où l'on privilégie les relations humaines et l'éducation, avec une solidarité entre les territoires est une priorité sur le chemin d'une société acculturée à la robustesse.

Lutter contre le changement climatique est indissociable des questions de justice sociale. Les deux axes doivent être menés ensemble et en coopération.

4ème réunion : Exploitation des documents du projet de territoire de la Métropole

Thème 1 : Comment allier écologie, ville à taille humaine, solidarité et attractivité qualitative ?

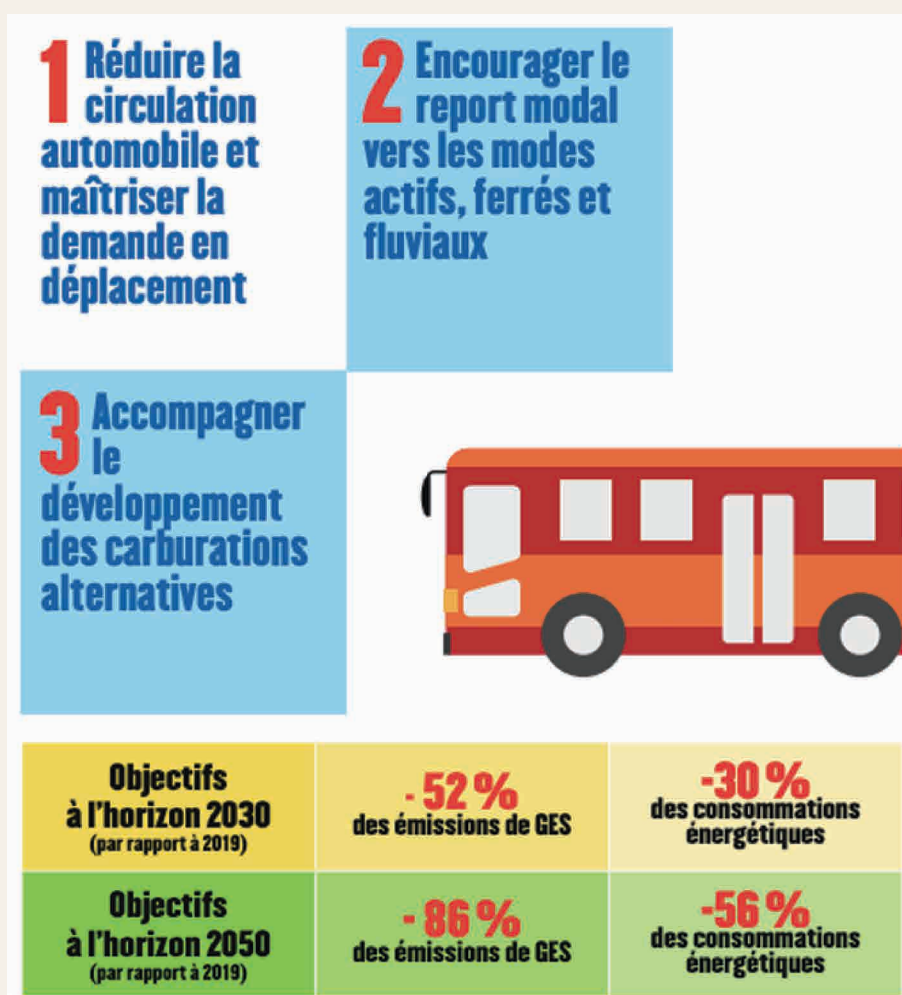
o **Mobilités** : ajout de « favoriser les modes de déplacement doux et actif et collectif décarboné ».

o **Bilan Carbone** : un bon bilan carbone peut être un facteur d'attractivité.

o **Objectifs de réduction des émissions** : objectif de - 52 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et - 86 % d'ici 2050.

o **Précarité énergétique** : une large partie du territoire est concernée, avec des taux d'effort énergétique allant jusqu'à 33 %.

o **Santé et précarité** : lien entre précarité énergétique, accès aux soins et inégalités.



3.2 LE C3D AU-DEVANT DES CITOYENS

Aller vers : c'est permettre de rencontrer les citoyens les plus éloignés des institutions

La diversité socioculturelle du C3D, le brassage d'expériences, d'origines, alimenté par une culture forte des échanges, permettent au sein du C3D un débat d'idées large et productif.

Élargir ce débat aux citoyens, en dehors du cadre théâtralisé des institutions politiques habituelles et dans des lieux ouverts à tous, est une nécessité vitale au renforcement de la légitimité de cette instance de citoyens organisés appelée à contribuer aux politiques publiques.

Parce que son action s'inscrit dans le temps long et qu'il est aussi à distance de tout enjeu politique, le C3D offre cette capacité d'écoute exceptionnelle du citoyen dans son environnement territorial.

C'est cette capacité d'écoute, qui a été proposée à l'occasion d'une manifestation populaire qui bénéficie d'une très grande notoriété sur le territoire « Jardins de vie, Jardins de ville », à Jarville-La Malgrange.

Plusieurs membres du C3D sont allés « récolter » les remarques, souhaits, désirs et attentes des citoyens pendant ces deux jours de septembre 2025. Dans une ambiance à l'affichage modeste excluant tout signe pouvant constituer une barrière à cet échange, en offrant disponibilité et écoute patiente, plusieurs dizaines de citoyens ont pu ainsi s'exprimer parfois au cours de longs échanges. Dans le même esprit, des membres sont allés à la rencontre d'exposants, signe explicite de la réciprocité d'intérêt et de volonté certaine de partage.

Ce sont tous ces échanges qui ont aussi orienté et alimenté la contribution proposée.



3.3 APPORTS CITOYENS À JARDINS DE VIE, JARDINS DE VILLE, LES 27 ET 28 SEPTEMBRE 2025

Les échanges très fructueux ont confirmé le besoin des citoyens d'être consultés et associés au processus de décision de la métropole pour tous les projets concrets qui concernent leur cadre de vie.

Au-delà des thèmes de l'environnement, des mobilités, de la solidarité et de l'éducation qui reviennent systématiquement, une demande surplombe toutes les autres : **être écoutés et associés aux décisions.**

1. Redonner la parole aux citoyens : une démocratie vivante

Le rôle des élus est critiqué, car ils sont éloignés des préoccupations des administrés mais aussi parce qu'ils sont perçus comme trop soumis aux élections et à une forme de clientélisme qui y est attachée.

Le « mille-feuille administratif » pose question, notamment du fait de son éloignement par rapport à un citoyen qui estime ne pas avoir de « retour efficace » sur les questions posées, comme sur l'urbanisme.

Si les citoyens se sentent mal informés, ils estiment également qu'ils ont besoin d'être formés, par exemple dans les lycées, et davantage impliqués.

« *La démocratie ne se décrète pas, elle se vit.* »

Propositions des citoyens (témoignages bruts)

Instaurer des assemblées citoyennes tirées au sort pour coconstruire les projets.

Systématiser les référendums locaux sur les sujets majeurs (aménagement, transports, environnement)

Créer des espaces de délibération dans chaque commune, avec un retour systématique sur leurs contributions

Communiquer et clarifier les compétences entre Métropole, communes et intercommunalités

Publier un « bilan citoyen » annuel sur l'avancée des projets et l'utilisation des contributions

Associer les maires et les citoyens en amont de chaque décision majeure, via des réunions publiques et des plateformes numériques participatives

2. Bien vivre ensemble

La fracture numérique, l'accès inégal aux services publics, et la précarité énergétique sont des réalités vécues différemment mais presque toujours liées au niveau social.

Ce « vivre ensemble » implique aussi de pouvoir se déplacer sans que ce ne soit une épreuve.

Les transports doivent être sûrs et inclusifs.

« Se déplacer doit être un plaisir, pas une épreuve. Une Métropole forte est une Métropole où chacun compte. »

Propositions des citoyens (témoignages bruts)

Déployer des « Maisons de la solidarité » dans chaque quartier, avec, par exemple, des ateliers numériques et des points de compostage partagés avec distribution du compost produit

Lutter contre la précarité énergétique en subventionnant les rénovations et en développant des partenariats avec l'ONF pour acheter du bois local mais abordable

Garantir un service public efficace et de proximité pour tous

Auditer et sécuriser l'ensemble des pistes cyclables, avec des aménagements clairs pour piétons et cyclistes mais sans exclure les véhicules

Créer un « Conseil des mobilités » usagers, élus et experts pour co-construire les évolutions du réseau

Rendre les déplacements 100% accessibles : trottoirs, alertes sonores, et accompagnement des aînés

3. Une Métropole préservée, verte et respirable

Les citoyens se sentent tous concernés par l'écologie qu'ils jugent indispensable mais qu'ils souhaitent non contraignante et accessible pour tous. L'amélioration du cadre de vie n'est plus une option mais un besoin essentiel. L'objectif serait de créer une « ville campagne » à l'identité architecturale protégée, voire valorisée.

La bonne gestion de l'eau est un point récurrent dans les interrogations des citoyens. Le potentiel manque d'eau est très anxiogène.

Enfin, la qualité de l'air et la lutte contre les nuisances sonores sont des préoccupations qui augmentent.

« *La nature n'est pas un luxe, c'est un droit.* »

Propositions des citoyens (témoignages bruts)

Lancer un « Pacte pour la végétalisation » : 1 arbre planté pour 10 habitants d'ici 2030, avec des espaces verts accessibles à tous

Développer les jardins partagés et les corridors écologiques, en partenariat avec les apiculteurs et les associations locales

Rénover les bâtiments publics avec des matériaux durables et des récupérateurs d'eau obligatoires

Développer une économie circulaire locale : développement des repair cafés, récupérer les eaux pluviales et privilégier les filières courtes



Protéger le vivant sans opposer l'humain à la nature, par exemple, en intégrant les apiculteurs et les agriculteurs urbains à la politique de la ville

4. Conclusion

Même si beaucoup des propositions spontanées des citoyens relèvent d'initiatives territoriales déjà en place (ou partiellement), la consultation des citoyens s'est révélée une expérience très riche d'enseignements et de propositions souvent pertinentes. Elle met en évidence une Métropole qui est attendue pour répondre au plus près à leurs besoins, mais aussi des citoyens qui réclament davantage la parole et surtout une écoute attentive et intéressée de leurs préoccupations quotidiennes.

L'avidité avec laquelle les citoyens se sont emparés de ce point d'écoute offert par le C3D, mais sans doute davantage aux membres bénévoles qui le composent, interroge sur la nature du dialogue qui doit s'organiser dans les territoires.

Le développement du bien commun ne peut plus se décider au-dessus d'eux mais avec eux en amont et avec le plus grand nombre.

« La Métropole que nous voulons est à notre portée. Ensemble, construisons-la »

ÊTRE ÉCOUTÉS ET ASSOCIÉS AUX DÉCISIONS

MA PAROLE

- REDONNER LA PAROLE AU CITOYEN
- SE RAPPROCHER DU CITOYEN
- BESOIN DE COMPRENDRE DE S'INFORMER DE SE FORMER

Propositions

- Assemblées citoyennes tirées au sort
- Référendums locaux
- Espaces de délibération dans chaque commune
- Clarifier les compétences entre Métropole, communes et intercommunalités
- Publier un « bilan citoyen » annuel
- Associer les maires et les citoyens en amont de chaque décision majeure

MA VIE

- DÉSIR DE BIEN VIVRE ENSEMBLE
- ÉGALITÉ DEVANT LES SERVICES PUBLICS
- SÉCURITÉ ET INCLUSION DE TOUS

Propositions

- « Maisons de la solidarité » dans chaque quartier
- Subventionner les rénovations et acheter du bois local mais abordable
- Garantir un service public efficace et de proximité pour tous
- Auditer et sécuriser l'ensemble des pistes cyclables
- « Conseil des mobilités »
- Déplacements 100% accessibles

MON TERRITOIRE

- LA CAMPAGNE À LA VILLE
- GARANTIE DES RESSOURCES (EAU, QUALITÉ AIR, BRUIT)

Propositions

- « Pacte pour la végétalisation »
- Jardins partagés et corridors écologiques
- Rénover les bâtiments publics
- Économie circulaire locale
- Intégrer les apiculteurs et les agriculteurs urbains à la politique de la ville

3.4 PROPOSITIONS CONCRÈTES ISSUES DU GT PROSPECTIVE

1. Développer l'habitat très social, dans des quartiers équilibrés (justice sociale et lutte contre le dérèglement climatique)

Obtenir le respect de la loi SRU (Solidarité et renouvellement urbain), qui fixe des quotas de logements sociaux pour les grandes communes. Recenser les friches sur les territoires où les quotas de logements sociaux ne sont pas atteints, pour y favoriser le développement de projets sociaux de petites dimensions.

Une large partie du territoire du Grand Nancy est concernée par la précarité énergétique, avec un taux d'effort des ménages allant jusqu'à 33 % de leurs revenus. L'objectif de réduction de la précarité énergétique est situé au croisement des axes de justice sociale et de lutte contre le dérèglement climatique.

Parmi les propositions concrètes retenues :

Imposer un minimum de logements sociaux dans les nouveaux projets de construction et de rénovation urbaine

Traiter le problème de la vacance des logements

Utiliser le PLUi : y inclure des critères de mixité sociale (Plan Local d'Urbanisme intercommunal)

Mettre en place des campagnes de sensibilisation, pour promouvoir la mixité sociale (auprès des citoyens, des décideurs, et des élus)

Proposer des résidences intergénérationnelles.

Fusionner des écoles pour mélanger les populations scolaires, et favoriser la mixité sociale

Mieux identifier ce que l'on pourrait appeler « le bien commun citoyen » par le biais d'un questionnaire destiné à tous (enfants, adultes, sachants et non-sachants, écoliers, lycéens, étudiants, actifs et non-actifs, parents et grands-parents, etc.) pour mieux faire apparaître les paradoxes (et autres injonctions contradictoires)... éviter l'amnésie environnementale du ou des projets envisagés. Pourquoi ? Nous ne savons pas ou peu évaluer ce qui nous attache à la Terre ! (Voir Michel Serres). Ne serait-ce pas le moyen d'un contrat de symbiose avec la nature ?

Les riches deviennent de plus en plus riches, et les pauvres deviennent de plus en plus pauvres. Si nous laissons faire le pouvoir aveugle de l'argent et des intérêts privés, cela risque encore de s'accroître.

L'augmentation des inégalités fragilise notre cohésion sociale. Notre société devient moins résistante face aux grands défis à relever : protection de la population face aux conséquences du changement climatique, maintien de la paix et refus de la violence, défense des libertés individuelles et collectives, etc.

Le risque est grand d'aller vers la constitution de véritables ghettos de riches, protégés par des moyens colossaux et des vigiles prêts à utiliser la violence. À l'opposé, les pauvres ne seraient plus considérés que comme une menace, comme des délinquants en puissance.

Entre les deux, les classes moyennes ont beaucoup à perdre : accaparement des richesses par les plus aisés, montée de la violence et de l'insécurité, peur du déclassement social, ... Mais ils ont des avantages : ils sont les plus nombreux, et ils disposent encore d'un pouvoir d'agir. Le pouvoir de créer des solidarités avec les plus pauvres, et le pouvoir de convaincre les très riches que leur vie n'a plus aucun sens, humainement parlant.

Les pauvres ont aussi une grande expérience du courage et de la résistance, dont il serait très utile de s'inspirer. Créer des solidarités avec eux apporte un bénéfice à tous.

2. Développer et soutenir l'ESS (économie sociale et solidaire)

La loi de 2014, portée par Benoît Hamon, définit l'ESS comme un mode d'entreprendre et un mode de développement économique. Elle ne se réduit pas aux questions économiques et marchandes ; elle est importante pour penser l'articulation entre écologie, justice sociale et ville durable. L'ESS doit être solidaire et inclusive. Il s'agit de développer le pouvoir d'agir évoqué par Melaine Cervera (l'Université de Lorraine fait partie d'un réseau interuniversitaire dans ce domaine).

Parmi les propositions concrètes retenues :

Créer des espaces de dons et des lieux d'échange pour pallier l'augmentation des inégalités qui appelle à de nouvelles solidarités

Créer un service de promotion de l'ESS, car elle a la compétence sur l'économie locale. Ce service pourrait apporter un soutien technique et organisationnel, faire du lien entre les différentes structures, et mutualiser des savoir-faire (par exemple, il pourrait soutenir des projets de jardins partagés).

3. Soutenir et encourager les associations

La Métropole du Grand Nancy peut soutenir le monde associatif, en facilitant l'accès à des locaux, et par des subventions. Elle peut aussi jouer un rôle en encourageant et accompagnant l'engagement de nouveaux bénévoles à l'image de Sciences Po, qui inscrit un parcours civique dans son cursus où chaque étudiant s'engage à effectuer 50 heures bénévolement (au cours de l'année scolaire) auprès d'une association de son choix.

4. Développer les mobilités douces et actives, ainsi que les transports collectifs décarbonés

Plusieurs communes ont mis en place la limitation de vitesse à 30 km/h sur tout ou partie de leurs voies. Cela commence à rentrer dans les mœurs, sans pour autant fluidifier les circulations ni apaiser significativement la ville.

Nous pouvons aider les citoyens à prendre conscience de leur niveau de dépendance voire d'addiction à la voiture individuelle. Les amener à adopter progressivement d'autres modes de transport peut leur en faire découvrir les bienfaits (santé, bien-être, socialisation, etc.). Nous avons besoin d'une politique forte d'accompagnement de la bascule de « moins de voiture dans la métropole » vers « plus de mobilités douces ».

Afficher un bon bilan carbone peut être un critère d'attractivité. À l'exemple de la SNCF, qui communique avec beaucoup d'efficacité sur son bilan carbone favorable.

3.5 CONCLUSION DU THÈME A

Comment allier écologie, ville à taille humaine, solidarité et attractivité qualitative ?

Premier des trois thèmes émergeant des premiers travaux du GT Prospective ayant pour objectif, la compréhension des attentes des citoyens dans notre territoire à l'horizon 2050, nous faisons le constat sans hésitation qu'une priorité s'impose :

L'écologie d'abord et dans une ville à taille humaine et solidaire

Mais en même temps, s'exprime une forte inquiétude devant l'usage insistant dans le discours politique et médiatique d'une l'attractivité réduite à une vision d'attractivité compétitive se conjuguant rarement avec l'égalité et l'équité et peu avec la justice sociale et la lutte contre le dérèglement climatique.

Les citoyens, en réclamant une attractivité qualitative, dessinent les contours de cette bascule désirée pour aller vers une métropole qui construit sa robustesse en permettant à ses habitants de d'être et d'agir. Les priorités qui le sous-tendent sont identifiées : une démocratie vivante et collaborative avec les citoyens, une économie qui donne toute sa place à l'économie sociale et solidaire, un tissu dense d'associations, une métropole verte et respirable.



PARTICIPATION DE MEMBRES DU C3D AUX ATELIERS BHNS

3.6 PROPOSITIONS DE FLÉCHAGES D’ACTION OU THÈMES DE RÉFLEXION POUR LE THÈME A

Habitat et mixité sociale

Précarité et inégalité énergétique

Approche intergénérationnelle (résidence, activités citoyenne et sociale)

Promotion de la mixité sociale et culturelle (éducation, loisirs, habitat)

Économie de la connaissance

Politique forte d’accompagnement de la bascule « Moins de voiture dans la métropole » vers « plus de mobilités douces »

Promotion de la mixité sociale et culturelle (éducation, loisirs, habitat)

Accompagner une éducation citoyenne à l’écologie et à l’économie circulaire

Création de lieux d’échange et d’animation citoyens avec mission éducative (Maison du citoyen et des associations dans les quartiers)

Encourager les initiatives créatrices d’espaces de vie citoyens tels que marchés, conférences, expositions, débats comme lieu de construction du commun, offre sociale, cours de citoyenneté en milieu scolaire, etc. (en apportant aide, support technique, moyens financiers, formation, accompagnement communication, etc.)

Plan de valorisation, de soutien et de développement de l’approche associative (statut bénévolat, souplesse à la création d’association, services support, reconnaissance primée par domaine d’activité, moyens et financement)

Décarbonation territoire (mobilités, industries, chauffage individuel et collectif), mise en place d’une convention citoyenne spécifique et d’un observatoire citoyen indépendant.

Promouvoir la démocratie participative et les rencontres associatives en ouvrant en autonomie et responsabilité déléguée citoyenne jardins et lieux publics en dehors des temps d’usages habituels.

« Il est 9h00.

Une maman décide d'emmener son bambin de cinq ans se promener le long de l'Amgale, cette vallée verdoyante qui s'étire de la Meurthe à la forêt d'Amance.

Le soleil se lève. Les verts et les bleus se répondent dans le lointain. L'enfant s'émerveille de tant de beauté et d'odeurs de campagne.

Soudain, la maman s'arrête.

Mais Maman, qu'est-ce que c'est que ce tas ? On dirait un frigo, des jouets, des pneus... Pourquoi les gens mettent ça ici ? »

Extrait de la nouvelle « Un trésor tombé de la vallée » (atelier d'écriture du Groupe de Travail)

4. THÈME B : COMMENT CONCILIER DURABILITÉ, RÉSILIENCE, ROBUSTESSE ET TECHNOLOGIE ?

« Quelle est la valeur des mouvements des vivant•es ? Ils peuvent nous déranger : une haie ou une pelouse qui ne cessent de repousser ; des rivières qui débordent ; des enfants qui envahissent l'espace public de leurs courses dans tous les sens ; des nuées d'étourneaux qui envahissent l'espace sonore... Entre réalisme et fantastique, dans un monde où il pleut des pianos comme il neige ou comme il pleut de l'eau, peut-on imaginer une tout autre valeur à la vie qui déborde et nous échappe ? »

ÉLISE LEVINSON

1 NOTRE RÉFLEXION

Le C3D s'est également beaucoup inspiré de La Ville résiliente, d'Isabelle Thomas et Antonio Da Cunha. L'idée du progrès comme réponse à l'accélération du monde et de ses conséquences laisse les sociétés occidentales orphelines d'une vision du futur, mais surtout a rendu complexe et difficile une **pensée de l'adaptation** qui est l'enjeu du deuxième thème pour les 25 à 30 années à venir. Les politiques publiques dans leur pression temporelle donnent l'impression de ne répondre qu'au besoin d'atténuation en s'attaquant aux causes, mais beaucoup moins à s'adapter c'est-à-dire à se préparer aux conséquences. C'est, en effet, la capacité d'un système à reprendre son fonctionnement après une perturbation majeure qui trace le chemin vers un territoire résilient.

Le témoignage d'Olivier Hamant (chercheur en biologie et biophysique au sein de l'ENS de Lyon), déjà cité dans le thème A, nous rappelle le besoin d'une bascule radicale de la performance et de la compétition induite vers la **robustesse**.

La vulnérabilité des systèmes socioécologiques impose pour y répondre un espace de délibération citoyen qui accompagne les politiques publiques dans une perspective de **durabilité robuste**. Il est clair que l'inscription du climat comme priorité numéro 1 sur le calendrier des territoires ne peut suffire et surtout est difficilement conjugable avec une logique

de compétitivité et de marketing territorial. Il nous semble que la question est bien de s'intéresser aux conditions institutionnelles et sociales en mesure d'accompagner une réponse collective et collaborative dans un espace de délibération plus large et plus ouvert.

Un échange avec Samuel Nowakowski (maître de conférences, chercheur au LORIA) a posé sans ambiguïté la question « le progrès technique équivaut-il au progrès social ? » comme un préalable à toute discussion sur ce thème. Question récurrente depuis plusieurs siècles et qui a traversé la littérature des Grecs à Goethe et inspira l'apprenti sorcier de Fantasia de Walt Disney. Sommes-nous, comme l'apprenti sorcier qui pensant se libérer de son travail en animant son balai pour remplir des seaux d'eau à sa place, non seulement finit par être inondé mais

qui, en tentant de l'arrêter, bien au contraire, le multiplie et amplifie l'inondation. Seul le maître met fin au désastre. Le rappel de cette métaphore nous renvoie au progrès et questionne sur notre capacité à le maîtriser ?

Il n'existe pas, comme dans Fantasia, de maître magicien qui corrigera nos erreurs. Nos sociétés sont en face du péril d'une escalade technologique telle qu'il ne sera plus possible de s'en remettre à une seule élite décideuse. Seul un débat démocratique et une réflexion éthique permanente permettront de se donner des limites et d'en garantir le respect.



ILLUSTRATION DE L'APPRENTI SORCIER, DANS
GOETHE'S WERKE (ÉDITION ALLEMANDE DES
ŒUVRES DE GOETHE), 1882. DESSIN PAR
FERDINAND BARTH

WIKIMEDIA COMMONS

Si le projet 2025-2052 de la Métropole de Nancy consacre plusieurs pages à l'écosystème économique métropolitain « Vers une économie productive » et « Nancy territoire productif », la rhétorique lyrique employée, pour souligner un potentiel économique certes réel et encourageant, convoque cependant une emphase qui ne peut que l'éloigner des préoccupations simples sur le progrès soulevées par les citoyens. C'est pourtant cette réalité économique, qui représente la ressource majeure de toutes les autres, qui mériterait une compréhension et une adhésion large des citoyens à la « coopérative du futur » et à la « reconnaissance des communs » souhaitées. Il devient impossible de faire l'économie d'une formation des citoyens qui, ainsi éduqués, pourront délibérer et garantir que ce progrès sert l'intérêt général. Le C3D peut et doit jouer un rôle essentiel dans cette éducation.

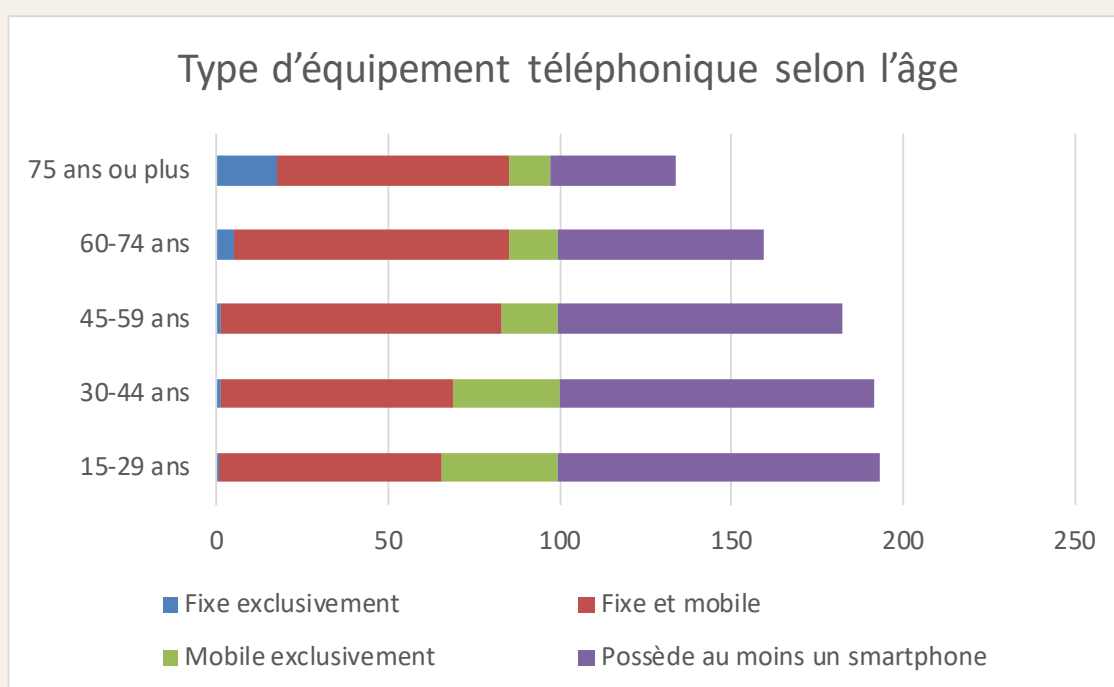
L'échange avec Samuel Nowakowski sur le débat sociétal qui anime depuis quelques mois médias et politique sur l'intelligence artificielle a permis de poser un enjeu majeur de l'usage qui sera fait de ce progrès technologique. Sera-t-il le compagnon pour aider les personnes âgées et celles en marge de la technologie ?

Lors de la 4ème rencontre du groupe GT Prospective qui se donnait pour objectif d'explorer et d'exploiter des documents de la Métropole, l'analyse de données relatives à la connexion des citoyens illustre cette question

Vieillessement de la Population : La population de Nancy vieillit, avec une moyenne d'âge passant de 36 ans en 2006 à 39,7 ans en 2021.

Numérisation des Services : 80% des services administratifs sont accessibles en ligne.

Fracture Numérique : 15% des gens n'ont pas accès à internet depuis trois mois.



SOURCE : INSEE, ENQUÊTE TIC MÉNAGES 2021.

La banalisation et la dépriorisation de l'enjeu environnemental

Les enjeux environnementaux (décarbonation de l'économie, protection de la biodiversité, limitation des pollutions diverses, sobriété dans l'usage des ressources, ...), bien que largement documentés par les scientifiques (notamment du GIEC) depuis plusieurs décennies, sont régulièrement relégués au second plan, victimes d'une perception du temps dominée par l'immédiateté. La société du court terme, obsédée par l'urgence économique et sociale, peine à intégrer ces thématiques environnementales dont les effets se déploient sur des décennies. Cette myopie temporelle est ressentie dans les politiques publiques environnementales, dans les investissements industriels de décarbonation, parmi les citoyens plus préoccupés par «la fin du mois que par la fin du monde...»

Le risque majeur est bien de réagir trop tard, à ne pas comprendre la dégradation de l'habitabilité de notre territoire et l'instabilité de nos sociétés.

Ainsi, sortir des énergies fossiles, décarboner nos activités et développer des trajectoires d'adaptation au changement climatique se doivent d'être au coeur du récit collectif pour 2050; véritable « nouveau contrat social écologique » ; un contrat social redéfinissant les termes de la solidarité et de la responsabilité, et intégrant pleinement la préservation de l'environnement dans le socle des valeurs partagées. Il s'agit de dépasser la simple addition de mesures techniques pour proposer une vision mobilisatrice, fondée sur la justice sociale, la transition juste et la participation citoyenne. Ce récit doit donner sens aux efforts demandés à tous (citoyens, entreprises, élus), en insistant sur les bénéfices communs d'une société plus sobre, plus robuste, et plus équitable. Face à l'urgence, il est impératif de ne plus banaliser, mais de réinventer ensemble notre avenir commun.

4.2 DURABILITÉ, RÉSILIENCE ET TECHNOLOGIE

« La fin de l'histoire est tragique, la forêt brûle et tout le monde a tort : le couple qui pense que manger végétarien et aimer la nature suffit à la préserver, tout autant que le couple qui ne croit pas au dérèglement climatique et le voit s'incarner directement sous ses yeux... Cela n'est pas sans rappeler la peinture de Francisco de Goya, «Duel au gourdin», dans laquelle le conflit entre les deux hommes leur fait perdre conscience qu'ils s'enlisent tous les deux en même temps qu'ils se battent. Il n'y aura pas de vainqueur. »

ÉLISE LEVINSON



DUEL AU GOURDIN, LA RIXE

FRANCISCO DE GOYA

1819-1823

WIKIMEDIA COMMONS

Dans ce domaine très large, plusieurs sources de progrès ont été identifiées

DURABILITÉ, RÉSILIENCE ET TECHNOLOGIE

• CONTRER L'OBSOLESCENCE PROGRAMMÉE

- Eco-conception des produits (normes et labels)
- Réparation et maintenance (services de réparation locale, formation de réparateurs, et disponibilité des pièces détachées)
- Politique du "droit à la réparation"
- Développer des filières de reconditionnement
- Promouvoir les logiciels libres et la maintenance logicielle durable
- Encourager à consommer de manière plus responsable (sensibilisation et incitations fiscales)

• ENCADRER L'USAGE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA)

- Le Grand-Nancy 2052 devrait recourir à l'intelligence artificielle d'une façon raisonnée et relativement limitée, par exemple en développant un réseau de transports urbains collectifs et individuels inclusifs car adaptés à toutes les générations, notamment pour les grands séniors peu mobiles.

• PRIVILÉGIER DES SOLUTIONS SOBRES

- Optimiser les data centers et la consommation de l'IA
- Repenser le refroidissement
- Adopter des technologies de refroidissement immersif
- Décaler les traitements des données au plus près des sources
- Mettre en œuvre des plateformes dynamiques qui ne consomment que l'énergie nécessaire
- Renforcer la résilience des sources d'énergie

4.2.1 Contrer l'obsolescence programmée

Cet aspect est essentiel du point de vue de la gestion des ressources au sens large mais il est en revanche incompatible avec la société de consommation et le modèle économique néolibéral.

Selon l'ADEME, près de 70 % de l'empreinte carbone du numérique provient de la fabrication des équipements. Prolonger la durée de vie des appareils est donc essentiel pour limiter l'impact écologique.

En France, la loi Réduction de l'empreinte environnementale du numérique (REEN) vise à faire converger la transition numérique et la transition écologique. Elle s'adresse à tous les acteurs de la chaîne de valeur : professionnels, acteurs publics et consommateurs.

Loi REEN (15 novembre 2021)

Objectifs principaux :

Lutter contre l'obsolescence programmée et allonger la durée de vie des équipements numériques

Réduire l'empreinte carbone et environnementale du secteur numérique en France

Mesures clés :

Sensibilisation : intégrer l'éducation au numérique responsable dès l'école

Obsolescence logicielle : obliger les éditeurs à proposer des mises à jour dissociées des mises à jour fonctionnelles pour ne pas forcer le renouvellement des appareils

Reconditionnement : favoriser l'achat de matériel reconditionné dans les achats publics

Data centers : imposer des obligations environnementales (efficacité énergétique, bilan carbone)

Streaming : encourager la réduction de l'impact environnemental de la vidéo en ligne

Collectivités : les communes de plus de 50 000 habitants doivent élaborer une stratégie numérique responsable

Score environnemental : mise en place d'un affichage environnemental pour les équipements numériques

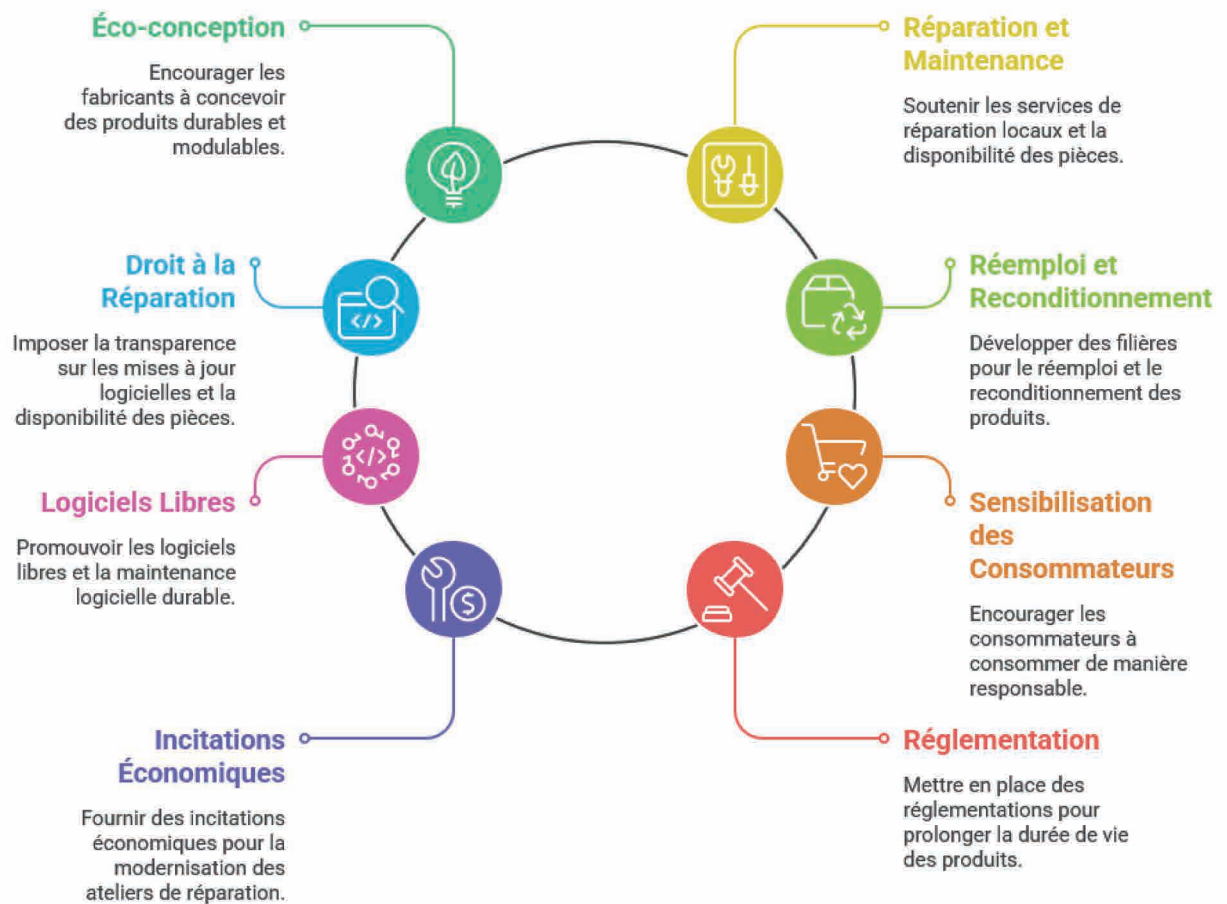
En combinant réglementation, innovation et responsabilité collective, il est donc possible de réduire l'obsolescence numérique tout en stimulant de nouveaux modèles économiques plus résilients et durables.

Sans en être les actrices directes, les collectivités territoriales peuvent accompagner et surtout flécher leurs propres décisions vers ces mesures en général relevant de compétences nationales.

Le Grand Nancy 2052 doit résolument s'inscrire dans un contexte économique durable. Le territoire possède des atouts identifiés au sein du tissu industriel et universitaire comme dans la disponibilité d'un secteur de recherche innovant dans les technologies de pointe en situation d'accompagner cette orientation dont le secteur public doit être le moteur.

Selon les experts, lutter contre l'obsolescence numérique sans freiner l'économie est possible en adoptant des stratégies qui créent de la valeur tout en réduisant les impacts négatifs :

Stratégies pour une Économie Circulaire



4.2.2 Encadrer l'usage de l'Intelligence Artificielle (IA)

Un second aspect de la technologie est lié à l'usage de l'intelligence artificielle qui, dès à présent, commence à remplacer l'être humain dans de nombreuses tâches. L'usage de l'intelligence artificielle s'appuie d'abord sur le règlement européen « European AI Act » entré en vigueur le 1er août 2024, qui introduit une approche fondée sur cinq niveaux de risques ayant des exigences particulières dont le contrôle humain pour les applications les plus sensibles. Les droits fondamentaux comme la protection des données et la non-discrimination devant être respectés.

Les États membres devaient désigner avant le 2 août 2025 les autorités nationales compétentes destinées à surveiller le marché et sanctionner les manquements. Ces règlements ne répondent pas aux enjeux vertigineux posés par l'avènement de l'IA qui sera peut-être la dernière grande invention de l'être humain. Car, si rien n'est fait pour la maîtriser, elle pourrait le remplacer dans toutes ses tâches, y compris cognitives.

Nous nous devons d'être très attentifs à ces enjeux en particulier au niveau des territoires où la tentation du recours à l'intelligence artificielle au quotidien dans sa relation avec le citoyen peut l'éloigner de celui-ci quand le devoir et le besoin est de s'en rapprocher. Le danger d'augmenter la fracture numérique doit être écarté.

4.2.3 Privilégier des solutions sobres, notamment pour l'IA

Comme le souligne Samuel Nowakowski dans L'essentiel de l'intelligence artificielle, la limite de l'IA est d'abord énergétique et écologique puisque son empreinte carbone devrait tripler d'ici 2050. Cet aspect pose donc la question de la sobriété.

Il est évident que la sobriété des solutions est une nécessité qui doit aussi passer par un développement massif des énergies propres. Dans la taxonomie européenne (règlement (UE) 2020/852), la Commission a classé les activités de production d'énergie nucléaire comme « durables » sous réserve de critères stricts d'émissions et d'impact environnemental.

Dans un monde hypertechnologique qui se développe de plus en plus chaque jour, il est effectivement nécessaire de maintenir une offre énergétique basée sur le juste besoin mais surtout évolutive. Ainsi, pour que les nouvelles technologies soient réellement « sobres énergétiquement », il faut contrôler la consommation en amont (architecture, fournisseurs d'énergie) et en aval (logiciels, usage).

Des pistes concrètes pour y parvenir sans freiner l'innovation pourraient être les suivantes :

Optimiser les data centers et la consommation de l'IA.

Repenser le refroidissement.

Adopter des technologies de refroidissement immersif.

Décaler les traitements des données (edge computing) au plus près des sources (capteurs, appareils).

Mettre en œuvre des plateformes dynamiques (exemple Clever Cloud) qui ne consomment que l'énergie nécessaire.

Renforcer la résilience des sources d'énergie.

En combinant ces leviers d'infrastructures sobres, d'edge computing, d'efficacité du réseau électrique, et de recours aux énergies renouvelables, il est parfaitement possible de concilier la montée en puissance des technologies émergentes avec des trajectoires énergétiques compatibles avec les objectifs climat.

4.3 Conclusion :

Comme le souligne Samuel Nowakowski, l'éthique ne se réduit pas à la distinction entre le bien et le mal. Nous devons nous interroger sur ce qui est bénéfique pour l'humain, le vivant et la planète et qui sert l'intérêt général. La formation et l'éducation des citoyens sont cruciales pour comprendre les enjeux technologiques, afin qu'ils puissent participer activement aux débats et aux décisions. Les instances comme le C3D ont un rôle clé à jouer dans cette éducation et cette sensibilisation.

Le Grand Nancy 2052 doit s'inspirer de ces bonnes pratiques dans un contexte régional pour devenir une Métropole d'excellence, par exemple, en développant des centres de données locaux. Cette direction serait une source de progrès tant d'un point de vue environnemental que technologique et industriel et, par extension, source de bien-vivre pour les concitoyens d'une métropole attractive.



IMAGE PROMPTÉE À PARTIR DU TEXTE DE LA CONCLUSION SUR LE MOTEUR IA: NANO BANANA

Une perspective grandissante des conflits armés sur la vie de la cité

Les conflits armés sont consubstantiels de la nature humaine. Il serait donc illusoire de penser que leur nombre pourrait se réduire d'ici 2052.

En effet, les tensions s'accroissent du fait de la surpopulation mondiale concentrée dans les pays dits « du Sud », du réchauffement climatique, de la course aux ressources essentielles comme l'eau, de besoins énergétiques exponentiels mais aussi à cause d'un nouveau fait religieux parfois très violent ; ce qui favorise le retour des États-puissance qui souhaitent sécuriser au maximum leurs approvisionnements et préserver leur art de vivre.

Sachant que les conflits bouleversent systématiquement l'économie mondiale, il faut logiquement anticiper une augmentation des coûts dans tous les domaines : santé, énergie, eau, nourriture, et s'en prévenir.

Nancy 2052 doit prendre en compte les risques

C'est pourquoi il faut traiter en priorité les questions relatives à l'indépendance énergétique, à la sauvegarde des ressources essentielles et à leur exploitation raisonnée, par exemple en développant massivement des fermes verticales hors sol et économes en eau, ce qui devraient être considérées comme un atout pour conserver une certaine souveraineté alimentaire en circuit court.

Par ailleurs, grâce à une intégration maîtrisée de l'intelligence artificielle, on devrait mutualiser les services pour réduire les coûts, y compris dans la santé, mais sans pour autant créer de gigantesques centres très vulnérables en cas d'attaque, notamment cyber.

Enfin, le développement régional de sources d'énergie dites propres et l'incitation à développer des bâtiments énergétiquement peu gourmands devraient être une priorité absolue.

Nancy 2052, ou un Art de vivre convivial basé sur la gestion des risques.

4.4 PROPOSITIONS DE FLÉCHAGES D’ACTIONS OU D’AXES DE RÉFLEXION POUR LE THÈME B

(Source débats C3D et dialogues citoyens)

Maitrise et contrôle citoyen du progrès technologique et de sa destination (IA)

Citoyenneté numérique

Généraliser les logiciels libres dans les administrations

Médiateurs numériques dans les quartiers

Mobilité métropolitaine équitable (métropole de la ½ heure)

Entretien et valorisation des espaces verts périphériques de la Métropole

Accompagner les offres commerciales centrées sur le réemploi, le recyclage, l’Économie Sociale et Solidaire, la réparation associative (repair-café).

Favoriser le croisement structures associatives / milieu étudiants

« Comment nommer les paradoxes (et autres injonctions contradictoires) dans lesquels nous placent les crises climatiques et écologiques, et qu’est-ce que cela opère ? La prise de conscience de l’incompatibilité de certains enjeux, de certains objectifs et de certaines actions, peut sembler vertigineuse. Quelles voies ouvrent alors la « métacommunication », c’est-à-dire le fait de nommer ensemble ces contradictions dans toutes leurs subtilités ? »

ÉLISE LEVINSON

« ...le président de la Commission européenne avait demandé à ses services de mettre en place une démarche coopérative, cocréatrice, en synergie de participation afin de permettre aux citoyens d'exprimer leur expertise d'usage. On était bien décidé, et en haut lieu, à démontrer que malgré les législations toujours plus précises, contraignantes, enserrant les activités humaines comme l'araignée tisse sa toile autour de la mouche, le peuple pouvait toujours orienter les grands choix de la nouvelle société, EUROFRUGA, nouveau nom de l'Europe qu'on voulait frugale, ce coup-ci. En somme, on leur demandait quelles hautes orientations stratégiques ils souhaitaient pour le métro, en commençant et en finissant par le choix de sa couleur. Le choix était entièrement libre, pour peu qu'il soit vert ou bleu. Cette consultation était massive : plus de 2000 agents étaient dédiés à la création, passation, réception, analyse et parangonnage des questionnaires, la moitié du budget d'EUROFRUGA était affecté à cette consultation pour cet exercice budgétaire là. Pourtant, même ici, le désir de démocratie rencontrait des affects contraires... »

Extrait de la nouvelle « Sacrebleu » (atelier d'écriture du Groupe de Travail)



5. THÈME C : QUELLE GOUVERNANCE POUR UNE PRISE EN COMPTE DES HUMAINS ET DES NON-HUMAINS, DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE À LA DÉMOCRATIE DÉLIBÉRATIVE ?

5.1 NOTRE RÉFLEXION

Qu'est-ce que la démocratie délibérative ?

Théorie inspirée du philosophe allemand Jürgen Habermas, et qui repose sur la croyance que la force de l'argumentation peut permettre l'adoption de décisions plus justes, plus équitables et surtout plus légitimes, grâce à l'association des citoyens au processus décisionnel.

JEAN-NICOLAS BIRCK, DOCTEUR EN SCIENCES POLITIQUES, UNIVERSITÉ DE LORRAINE

Cette dimension s'appuie sur le témoignage de Philippe Plane (nom d'auteur Philian Pepple) et de son ouvrage *Rebellons nous !*, mais également sur des lectures d'ouvrages (voir par ailleurs) ayant fait l'objet de débats et d'échanges au sein du C3D. La démarche s'inscrivait davantage comme un « remue-imaginaires » invitant à une réflexion la plus ouverte possible autour du désir à produire des idées sur les questions de gouvernance. Ce témoignage a largement confirmé nos questionnements précédents :

Comment enrichir l'efficacité de l' élu en le rapprochant du citoyen ?

Comment « encapaciter » le territoire ?

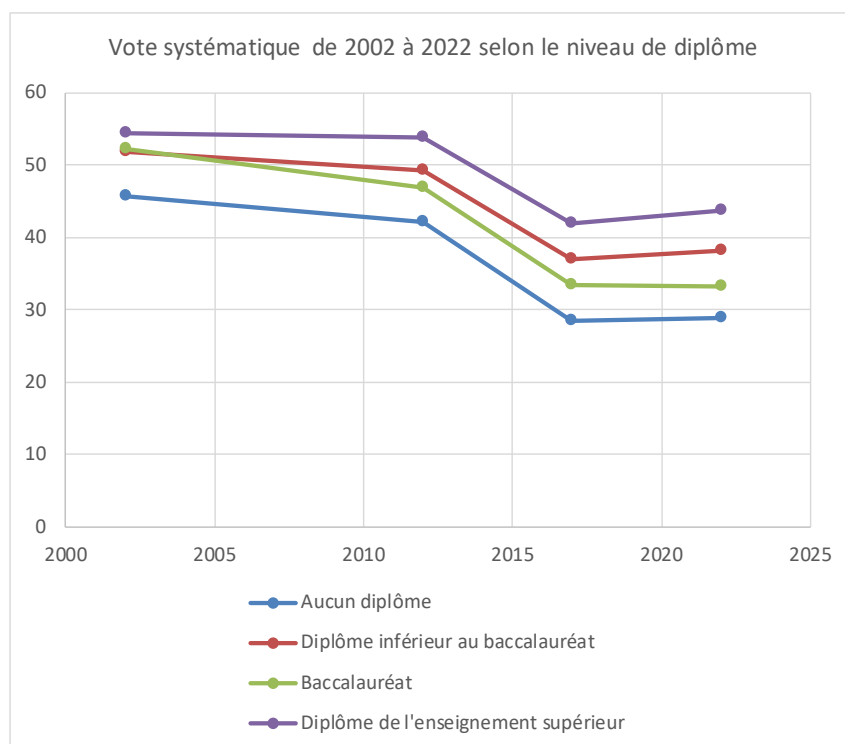
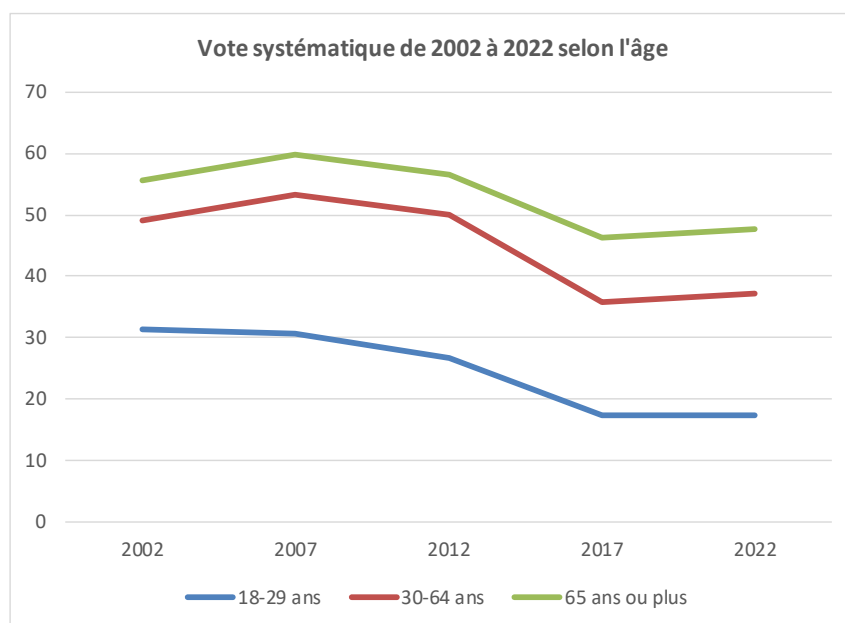
Comment convertir les ressources individuelles en mobilisation collective ?

Lors de la 4^{ème} rencontre du groupe GT Prospective qui se donnait pour objectif d'explorer et d'exploiter des documents de la Métropole, l'analyse de la participation électorale des citoyens illustre cette question

Engagement Citoyen : Discussion sur l'engagement associatif et syndical.

Importance de la Parole : Enseignement de la prise de parole et de l'écoute pour favoriser l'engagement et trouver des consensus.

Speaker's Corner : Idée de créer des espaces publics où les gens peuvent prendre la parole.



SOURCE : INSEE, ENQUÊTES SUR LA PARTICIPATION ÉLECTORALE DE 2002 À 2022.

5.2 L'ÉCLAIRAGE CITOYEN COMME RESSOURCE DÉMOCRATIQUE

Le C3D, dans aucune de ses réflexions, ne cherche pas fondamentalement à remettre en cause la démocratie représentative. Il est impossible cependant d'ignorer le besoin de délibération des citoyens dans l'espace public non pas pour remplacer mais pour améliorer et éclairer le débat public. Dans le contexte de défiance démocratique (quand ce n'est pas de dérive démocratique), ce thème pose le défi de ramener les citoyens (au-delà des habitués de la participation démocratique, « toujours les mêmes », comme l'expliquent parfaitement Manon Loisel et Nicolas Rio) au centre du terrain démocratique.

Si les étapes de la logique participative démocratique – informer, consulter, impliquer, collaborer, délibérer (grille d'Arnstein) – se sont effectivement imposées depuis les années 2000, nationalement et territorialement, elles dépassent rarement aujourd'hui la participation collaborative pour les plus ambitieuses, mais surtout ne répondent pas au besoin des changements systémiques qu'imposent les modifications qui s'annoncent d'ici 2052.

À l'occasion d'un processus d'écoute patiente (entretiens de 10 à parfois 30 minutes) organisé par le C3D sur deux journées, à l'occasion de la manifestation Jardins de ville, Jardins de vie (voir par ailleurs) auprès de plusieurs dizaines de citoyens interpellés parmi les visiteurs, a été réuni un corpus très riche de leurs attentes. Ils ont clairement mis en tête la participation citoyenne et la gouvernance des territoires. Cela confirme que cette demande de renforcement de la capacité démocratique (qu'ils voient comme garant de l'efficacité politique) est énorme.

L'expression de cette attente des citoyens est multiforme, peu structurée, parfois brouillonne et renvoie presque systématiquement à un ressenti de n'être ni écoutés, ni entendus par des politiques perçus comme trop loin d'eux. Elle formule pourtant avec clarté les solutions pour y répondre.

Une participation citoyenne plus large

Une meilleure information

Une éducation spécifique et adaptée à la citoyenneté

5.3 MOBILISER LA RESSOURCE CITOYENNE

La mobilisation de la ressource citoyenne ne sera effective qu'à la condition d'une intégration plus formelle des citoyens dans le processus de construction des politiques publiques et notamment en les intégrant dans les processus participatifs délibératifs. Non pas pour remplacer la démocratie représentative mais pour enrichir son efficacité.

Si les citoyens exigent du changement, ils disent aussi leur disponibilité à s'engager dès lors qu'on leur demande leur avis sur la manière dont ce changement doit se produire. Ils possèdent l'avantage de s'exprimer et d'agir par définition sur le temps long dans leurs diversités et en toute liberté contrairement aux élus soumis à la réalité du suffrage des électeurs à intervalles réguliers et au temps court de leurs mandats. Cela ne doit pas faire oublier les contraintes socio-économiques auxquelles font face de leurs côtés les citoyens qui compliquent cette participation. Confrontées au rythme professionnel et familial, une majorité des générations qui sont en activité et le seront encore dans les 20 à 25 prochaines années sont matériellement exclues du débat et de

cette participation qui les concerne en premier lieu. Sans un effort massif visant à faciliter leur engagement (dédommagement financier, garderies enfants, obligation d'un temps de délégation citoyen des salariés accordés par l'employeur, RTT citoyen, valorisation de l'engagement citoyen, statut du bénévole, formation scolaire à la citoyenneté, temps citoyens... etc.), les citoyens resteront éloignés du débat public. C'est bien aux politiques d'apporter les conditions qui permettent à cette participation d'exister en s'attaquant aux

contraintes qui l'empêchent. L'engagement citoyen est un acte de la vie démocratique qui doit trouver sa place naturellement, sans contraintes. Il est enfin primordial, mais aussi équitable et juste, que toutes les instances

c i t o y e n n e s

organisées reflètent notre société dans leurs diversités de genre, d'appartenance sociale et générationnelle.



15ÈME RENCONTRE DES CONSEILS DE DÉVELOPPEMENT, LILLE 2025

5.4 AMENER LA DÉCISION PUBLIQUE À PORTÉE DE CITOYEN

Tous les témoignages et les lectures convoqués par le C3D sur ce thème confirment que si les politiques publiques intègrent souvent dans l'intention cette attente démocratique des citoyens, mais constatent aussi le besoin de changement de paradigme des gouvernances territoriales.

Plusieurs fléchages apparaissent comme essentiel :

Proximité permanente pouvoirs-citoyens

Densification du milieu associatif

Participation accrue des femmes et des classes populaires

Démocratie délibérative productrice de consensus (sous contrôle citoyen)

Horizontalité de la prise de décision

Processus de confluence des avis citoyens

Développement des initiatives créatrices autonomes citoyennes

Droit d'interpellation citoyen

L'exploration de ces pistes peut inspirer des collaborations entre les élus et les organisations de citoyens organisées pour autant qu'on leur accorde les moyens et les accompagne dans leur modernisation et leur fonctionnement.

Le législateur lui-même, en privilégiant la stabilité et une « représentation » majoritaire ne reflétant pas l'expression démocratique, de fait, freine les alternances et appauvrit le débat démocratique. Il prive ainsi les territoires d'un vrai débat démocratique permettant une réelle expression des minorités. Le citoyen l'intègre sans doute plus inconsciemment qu'objectivement mais ce constat explique pour beaucoup son désir d'une participation plus large à la décision politique.

Le recours à des assemblées citoyennes au niveau territorial, bien que tirées au sort mais manquant d'autonomie et de formation, limite également le champ d'action collaborative tout autant que le faible recours à des référendums (ou votations) d'initiative citoyenne, municipaux ou métropolitains principalement en raison de la complexité de mise en œuvre, contribue à installer le sentiment que le citoyen n'est pas forcément le bienvenu dans le débat public.

Le cadre législatif français, notamment sur le plan métropolitain, est pourtant suffisamment large pour permettre des initiatives ou des expérimentations repoussant les limites du possible. La démocratie représentative doit intégrer que le citoyen est la source la plus légitime pour co-construire les décisions long terme notamment pour ce qui concerne des changements systémiques et surtout un moyen sûr de réinstaller la confiance au-delà des « habitués » de la citoyenneté participative alibi. La culture de la représentativité ancrée dans nos imaginaires peut aussi être un frein, voire un obstacle, à l'innovation de gouvernance qui implique des réflexions approfondies entre politiques et citoyens.

Plusieurs expériences mises en place en Italie et en Espagne ont fait la démonstration que, sans remettre en question les institutions représentatives existantes, il est possible de développer des mécanismes participatifs qui augmentent significativement l'implication citoyenne dans la gouvernance de la cité. À Madrid, certains dispositifs recueillant des initiatives, lorsqu'ils obtiennent un soutien suffisant sont aujourd'hui assortis d'un vote contraignant.

De nombreux outils expérimentés à des échelons territoriaux en France et dans d'autres démocraties vivantes sont à la disposition des territoires :

Conventions citoyennes engageantes

Référendums à choix multiples

Votes préférentiels à deux tours / débats publics élargis

Votes préférentiels à deux tours / débats publics élargis

Consultations électroniques

Référendums d'initiative citoyenne municipale ou métropolitaine

Autant d'outils qui produisent de l'adoption et de l'acceptation tout en éloignant le citoyen de la «démocratie émotionnelle».

Et si l'égalité devenait la norme

L'égalité femmes-hommes dans la gestion de la ville et de la métropole de Nancy n'est pas une option : c'est un enjeu de qualité démocratique et d'efficacité de l'action publique. Osons montrer l'exemple.

Au rythme actuel, la parité dans les instances législatives nationales ne serait atteinte qu'en 2063 (ONU Femmes). Le niveau local, qui a son destin en main, doit faire mieux — et dès 2026.

Aujourd'hui, le constat est sans appel. Sur 20 maires de la métropole, 20 sont des hommes. À l'échelle métropolitaine, seules 3 vice-présidentes sur 17 siègent à l'exécutif, alors que l'agglomération compte 135 247 femmes sur 258 202 habitants (INSEE 2022). Les inaugurations, les photos officielles et les temps de décision restent trop souvent 100 % masculins. Cela ne relève pas de l'oubli, mais d'un fonctionnement systémique, qu'il convient de faire disparaître.

La ville-centre doit assumer un rôle moteur en instaurant une parité réelle de l'exécutif métropolitain. Disposant de plusieurs vice-présidences, elle peut contribuer au rééquilibrage en nommant uniquement des femmes à ces responsabilités. Les communes comptant plus de trois conseillers métropolitains doivent également faire un effort. Non par symbole, mais parce que l'égalité est un gage de qualité des politiques publiques : décisions pensées à 360 degrés, plus pragmatiques, mieux connectées aux usages, capables d'associer les habitants, et finalement moins coûteuses.

Cela suppose aussi de rompre avec les délégations genrées, où les femmes héritent systématiquement du care (action sociale, santé, ...) pendant que les hommes concentrent le pouvoir stratégique. Aménagement urbain, sécurité, transports et mobilités doivent être pilotés par des femmes.

Des concertations en non-mixité dans un premier temps, doivent permettre de libérer la parole et sécuriser l'espace public.

Enfin, la création d'un exécutif féminin métropolitain parallèle et complémentaire, réunissant les premières adjointes en miroir de la conférence des maires, permettrait de structurer une parole politique féminine, collective et visible. Parce que l'égalité n'affaiblit pas la gouvernance : elle la renforce.

5.5 ÉCLAIRER LE CITOYEN

Éclairer le citoyen, c'est le mettre à égalité d'information sur tous les sujets qui le concerne avec les élus. Même si les conseils des collectivités sont accessibles et « soumis » au contrôle très théorique des citoyens, aucune délibération n'est publiée ou distribuée en amont au nom d'une croyance que les projets de délibération ne pourraient pas être rendus public avant leur adoption, alors que cela relève du choix de l'exécutif local. Ce sont ce genre de normes implicites qui installent progressivement l'idée que la décision publique se construit hors de portée du débat citoyen. Mieux informés, les associations, collectifs ou habitants pourraient apporter dans le débat des ressources nouvelles pour enrichir voire amender des délibérations.

Comme le souligne l'association UPAC (Unis pour agir dans la cité), sans l'éclairage citoyen, «...une décision peut être juridiquement valide et politiquement légitime, tout en demeurant démocratiquement appauvrie».

Bien entendu, aboutir à l'appropriation par le citoyen du débat public exige une éducation citoyenne et populaire qui forme les citoyens et les organisations de citoyens organisées à produire des analyses, formuler des avis argumentés et contribuer à structurer le débat public. Seule une feuille de route pour une éducation citoyenne au débat public pourrait en sécuriser la construction et la mise en place. Déléguer cette tâche à une assemblée citoyenne tirée au sort pourrait se révéler un pari doublement gagnant.

5.6 GARANTIR AU CITOYEN UN ACCÈS MÉDIATIQUE

Enfin, la démocratie locale et, donc, les citoyens doivent pouvoir se « nourrir » d'une information indépendante, qui questionne les médias installés à l'échelle territoriale inféodés à des groupes de presse ou liés de manière partisane, comme elle doit se libérer de la pression émotionnelle et immédiate des réseaux sociaux.

En libérant la démocratie représentative elle-même du piège de cet espace médiatique, qui est une des premières pollutions de la démocratie, l'existence d'un média indépendant citoyen permettrait l'installation d'un débat public objectivé contribuant à l'éducation des citoyens au bénéfice du « nous ». C'est de cette manière que peut se construire l'histoire commune d'un territoire (celle dans laquelle on a envie de participer) différente du narratif sélectif du récit municipal ou métropolitain à la recherche d'électeurs comme du récit sensationnaliste des médias locaux à la recherche d'abonnés.

La Fondation Jean-Jaurès a récemment apporté une contribution qui, en tentant de comprendre l'apparition de déserts médiatiques en France, pose la question pour une démocratie d'une survie sans médias. L'étude, pour ce qui concerne notre propos, démontre la relation entre consommation de médias et vitalité démocratique notamment pour ce qui concerne l'engagement des citoyens. Le constat est même brutal, en nous apprenant que la quasi-totalité des abstentionnistes ne lit, ni ne regarde aucun média. À l'inverse, l'attachement aux principes démocratiques est plus fort parmi les gros consommateurs de médias.

Même s'il est illusoire de penser que les médias peuvent réparer la démocratie, il est non moins illusoire de croire que la démocratie survivrait sans médias solides. Il est en revanche possible d'imaginer que favoriser, voire accompagner, la présence d'un média citoyen indépendant autonome à l'échelle du territoire répondrait au besoin exprimé par les citoyens de mobiliser médiatiquement leur espace commun.

5.7 PROPOSITIONS DE PISTES D’ACTION OU D’AXES DE RÉFLEXION POUR LE THÈME C

(Source débats C3D et dialogues citoyens)

Démocratie délibérative

Éducation citoyenne

Développer le recours au référendum d’initiative locale (ou municipal, ou métropolitain)

Multiplier les assemblées / conventions citoyenne / commissions consultatives tirées au sort

Commission décisionnaire mixte citoyens / agents / élus

Communication et information / espace médiatique citoyen autonome

Création lieu d’échange et d’animation citoyen avec mission éducative (Maison du citoyen et des associations dans les quartiers)

Favoriser et accompagner l’apparition d’une information indépendante auto gérée par les citoyens

Transformer les Comités citoyens

Mise en place d’outils de développement et de motivation à l’engagement associatif

Création et valorisation du bénévolat citoyen associatif par son statut spécifique

La démocratie comme solution

Nous sommes en 2052. Dans le Grand Nancy, la démocratie « gommettes et post-it », c'est fini, et avec elle, le pouvoir pyramidal, le tout-puissant cabinet, les élus godillots, les rapports commandés à des officines et sitôt sous la pile, le recours simpliste aux algorithmes et aux mégadonnées, la communication à la rescousse de décisions prises sans consulter la population, l'influence opaque des lobbies et des fonds d'investissement prédateurs... et la considération très idéologique que le privé fait toujours mieux que le public.

Après le fiasco du regroupement à Brabois du CHRU de Nancy, la répétition des crises sanitaires et économiques liées au dérèglement climatique et à l'effondrement de la biodiversité – par exemple, le grand incendie de la forêt de Haye, en 2034, et la sécheresse de 2038-2041 –, il est apparu comme une évidence qu'aucune politique publique ne pourrait jamais plus être valablement menée sans la délibération des citoyennes et des citoyens et la prise en compte de leur expertise d'usage.

La collectivité a dû se réorganiser : conventions citoyennes, conférence de consensus, tirage au sort pour composer des groupes de travail ad hoc, accès complet aux données techniques et financières, votations périodiques, etc., autant de dispositions qui permettent à la population – enfin ! – de prendre une part déterminante, en toute transparence, aux décisions qui la concernent au premier chef, sur des sujets comme l'urbanisme, les mobilités, l'alimentation, la santé, l'énergie, l'éducation ou la culture. Le processus de la délibération est lent, parfois éprouvant, mais il permet toujours à l'intérêt général de prévaloir.

Nous sommes en 2052. La démocratie est vivante et continue.

5.8 CONCLUSION THÈME C

Si, ces dernières années, les territoires ont été des champs d'expérimentation de la démocratie participative et un « citoyennisme » affiché, de nombreux outils et dispositifs sont apparus avec leurs nombreux constats critiques et, en particulier, celui de l'impact faible sur la démocratisation de l'action publique locale.

Souvent liées à la frilosité politique, les propositions les plus ambitieuses ont fait long feu un peu partout en France comme l'interpellation citoyenne ou les votations citoyennes, quand les autres initiatives évoluaient vers des mécaniques procédurales.

Il est peu probable que sans une « repolitisation » de la participation citoyenne, il demeure compliqué de faire face aux défis immenses des décennies à venir, sauf à ce que les élus s'emparent de tous les outils qui participent d'une démocratie collaborative et délibérative.

6. CONCLUSION

Accepter de se projeter sur les 25 ans à venir est un exercice grave dans le monde qui met déjà au quotidien nos territoires face à des enjeux monumentaux et à des défis insoupçonnés auxquels nous serons sans doute confrontés demain, et, ce, au-delà de toutes les forces et qualités dont nous disposons.

C'est un défi pour nos territoires, c'est aussi un défi pour le C3D dans la mission qui est la sienne d'accompagnement des politiques publiques. Dans cette contribution, notre analyse, qui est aussi celle des citoyens, propose des pistes d'actions aux bascules identifiées dans l'exercice métropolitain. Ces pistes sont autant d'opportunités de mobiliser le C3D plus spécifiquement sur certains des thèmes majeurs proposés en les combinant avec des assemblées citoyennes.

Le C3D rappelle les préoccupations majeures qui représentent un danger pour le futur. Elles pourraient mettre nos territoires en incapacité de résilience si la mobilisation autour des enjeux n'était pas largement partagée par des citoyens éduqués, informés et responsabilisés.

Les citoyens nous disent leur désir d'équilibre entre une écologie solidaire et une attractivité dont beaucoup doute qu'elle soit qualitative dans ce qui nous est proposé.

Ils s'inquiètent pour leur désir d'un territoire résilient et robuste face au danger d'un technosolutionnisme débridé et hors contrôle.

Ce qui doit nous rassurer, c'est aussi qu'ils se revendiquent acteurs à part entière d'une démocratie locale ambitieuse.

Il est probable que sans une « repolitisation » de la participation citoyenne, il demeure compliqué de faire face aux défis immenses des décennies à venir.

Le C3D se revendique comme « la maison du temps long » par sa capacité à penser les transformations profondes sur des horizons à long terme et comme un partenaire privilégié dans la co-construction des politiques publiques et non comme un simple observateur de leur déploiement. Nous savons, pour y parvenir, mobiliser des citoyens éduqués, informés et responsabilisés.

En responsabilité, nous souhaitons que ce travail puisse ne pas rester qu'une contribution parmi d'autres mais soit l'opportunité d'une restitution aux nouvelles équipes élues métropolitaines lors d'un événement majeur à penser ensemble pour lui donner l'impact et la visibilité que demande cette « repolitisation » d'une participation citoyenne collaborative et délibérative.

C'est sans doute un appel à comprendre l'articulation de cette démocratie locale et comment y répondre qui justifiait l'appel à contribution initial proposé par le Président de la Métropole. Le C3D l'avait vue restrictive, elle est en fait essentielle comme nous avons pu en faire le constat pendant les 18 mois de notre travail. Où nous pensons avoir eu raison en revanche, c'est dans notre volonté affirmée d'accompagner à partir de ces constats, projet par projet, les politiques publiques qui forgeront cette démocratie territoriale durable dans le voyage qui nous emmène vers 2052.

Cette politique devra s'appuyer sur des dispositifs :

Qui partageront le pouvoir décisionnel par des mécanismes de contraintes obligeant la prise en compte des initiatives citoyennes

Qui organiseront une réelle autonomie des groupe de citoyens

Qui donneront à ces groupes des moyens médiatiques d'existence

Qui élargiront la participation citoyenne vers les enjeux fondamentaux des territoires

Et pourquoi pas, qui pourraient aussi questionner avec l'appui du législateur les répartitions de pouvoirs au sein de la démocratie représentative entre élus et citoyens.

NOTES:.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

DOSSIER

7. Addendum

Pendant les 18 mois et les plus de 20 ateliers réunis autour du GT Prospective, presque une trentaine de membres auront participé à une ou plusieurs rencontres.

Cette diversité, en s'adaptant aux disponibilités et aux contraintes des uns et des autres, n'a pas toujours bénéficié de la continuité souhaitée mais au final a démontré sa capacité à réunir un corpus qui a abouti à la production de cette contribution collective. Comme dans tous les exercices de cette nature, des désaccords parfois profonds ont émaillé ce parcours mais la majorité a toujours su aller vers le compromis le plus raisonnable, entre consensus et consentement. Néanmoins, pour libérer ce besoin de parole libre, tous les membres du C3D ont aussi eu la possibilité de saisir l'opportunité de rédiger des capsules personnelles illustrant la contribution ou l'éclairant d'un point de vue original en tout cas personnel.

Enfin, en faisant le choix d'une écriture participative et collective, le C3D a aussi pris le risque de quelques répétitions, d'une fluidité imparfaite et d'un style un peu cash : c'était le prix à payer pour produire un travail à la hauteur des enjeux.

8. Compte rendu des interventions témoins

8.1 Compte rendu : intervention de Melaine Cervera (sociologue)

18 juin 2025

Salon du château du Charmois, Vandœuvre

Melaine Cervera, maître de conférences à l'Université de Lorraine, discute de plusieurs concepts clés liés à l'économie sociale et solidaire (ESS), aux « territoires capacitants » et aux communs.

Expertise

Melaine Cervera commence par discuter de l'expertise. Il mentionne que l'expertise est produite par la situation et l'environnement plutôt que par des qualités intrinsèques. Il parle de son propre parcours académique et professionnel, mentionnant son recrutement en tant que sociologue à l'Université de Lorraine et son implication dans le C3D de la Métropole.

Économie sociale et solidaire (ESS)

Ensuite, il aborde le sujet de l'économie sociale et solidaire (ESS). Il parle du réseau interuniversitaire de l'ESS (RIUESS) qu'il coanime. Ce réseau rassemble des universités françaises et une université espagnole. Il explique que l'ESS ne réduit pas la question économique à la question marchande et qu'elle est importante pour penser l'articulation entre écologie, social et ville durable.

Il mentionne également la loi sur l'ESS de 2014, portée par Benoît Hamon, qui définit l'ESS comme un mode d'entreprendre et un mode de développement économique. Il souligne que cette loi a été un pas important pour institutionnaliser l'ESS.

Territoires capacitant

Un autre point clé de son discours est la notion de « territoires capacitants ». Il explique que ces territoires visent à offrir des ressources (naturelles, relationnelles, juridiques, etc.) qui se transforment en capacités, c'est-à-dire en possibilités d'agir pour les individus. Il souligne l'importance des services publics et des collectivités territoriales dans ce processus de conversion des ressources en actions.

Il donne des exemples concrets, comme l'accès à l'alimentation pour les personnes en difficulté, et discute des défis liés à la mise en œuvre de ces concepts, notamment la nécessité de mesurer les résultats et de s'assurer que personne n'est laissé de côté.

Les communs

Enfin, il aborde le concept des communs, en s'appuyant sur les travaux d'Elinor Ostrom. Il explique que les communs sont des ressources en accès ouvert, gouvernées par des règles d'usage définies collectivement par les usagers. Il discute des différentes générations de communs (naturels, informationnels, sociaux) et de leur potentiel pour transformer la société.

Il mentionne également les critiques et les défis liés aux communs, notamment la question de la propriété privée et la nécessité d'un changement profond des modes de vie et des consciences pour que les communs puissent avoir un impact significatif.

Conclusion: En conclusion, Melaine Cervera souligne la nécessité d'un changement profond des modes de vie et des consciences, ainsi que sur le rôle crucial des collectivités territoriales dans ce processus.

8.2 Compte rendu : intervention de Samuel Nowakowski (chercheur en informatique)

26 juin 2025

Salle K1, Métropole du Grand Nancy

Thème central : la technologie, entre durabilité et fragilité

Depuis octobre dernier, notre groupe travaille sur la prospective. Je vous ai envoyé les éléments de réflexion sur lesquels nous avons travaillé, notamment la question suivante : Est-ce que la technologie que nous développons aujourd'hui est durable ? Nous mène-t-elle vers plus de fragilité ou de robustesse ?

Je vais essayer de naviguer dans ces enjeux en proposant des pistes de réflexion et des pas de côté. Il est essentiel de comprendre ce que nous sommes en train de faire, car nos choix d'aujourd'hui auront des conséquences sur la société et le monde de demain.

Le progrès technique et ses illusions

Nous vivons dans un monde physique et thermodynamique. L'illusion que certains systèmes nous offrent des services « gratuits » cache des coûts réels : impact environnemental, exploitation des ressources, et conditions de travail inhumaines. Prenons l'exemple des assistants vocaux ou des intelligences artificielles : leur utilisation quotidienne repose sur des infrastructures colossales et des chaînes de valeur opaque.

La question centrale est : le progrès technique équivaut-il au progrès social ? Il n'y a pas d'équivalence automatique entre les deux. Le fait d'avoir des avancées technologiques impressionnantes ne garantit pas des retombées positives pour l'humanité dans son ensemble.

L'apprenti sorcier et la responsabilité collective

Je fais souvent référence à L'Apprenti sorcier de Goethe, popularisé par Walt Disney. L'histoire illustre bien notre situation : nous développons des outils puissants, mais nous ne maîtrisons pas toujours leurs conséquences. Contrairement au conte, il n'y a pas de maître sorcier pour arrêter l'escalade. Nous devons assumer collectivement la responsabilité de nos actions.

Robert Oppenheimer, père de la bombe atomique, a souligné que la question de la puissance technologique est désormais collective. Nous devons nous donner des limites, par le débat démocratique et la réflexion éthique.

Éthique, éducation et régulation

L'éthique ne se réduit pas à la distinction entre le bien et le mal. Elle doit interroger ce qui est bénéfique pour l'humain, le vivant et la planète. La recherche publique, l'interdisciplinarité et la formation des citoyen·ne·s sont essentielles pour garantir que les outils technologiques servent l'intérêt général.

Il est crucial de former les citoyen·ne·s à comprendre les enjeux technologiques, afin qu'ils puissent participer activement aux débats et aux décisions. Les instances comme le Conseil de développement durable ont un rôle clé à jouer dans cette éducation et cette sensibilisation.

La course à la puissance et ses dangers

La course à la puissance technologique, illustrée par la multiplication des data centers ou des processeurs, pose des questions politiques et environnementales majeures. Par exemple, installer des data centers consomme des ressources équivalentes à des centaines de milliers d'habitants en eau et en énergie. Cette logique de « toujours plus » est insoutenable.

Les exemples historiques, comme la course à l'espace ou la rivalité entre les États-Unis et l'URSS, montrent que la puissance ne rime pas toujours avec l'efficacité ou le bien commun. Il est temps de repenser nos priorités et de privilégier des solutions adaptées aux besoins réels, plutôt que de courir après des records technologiques.

Vers une alternative locale et responsable

À l'échelle d'une métropole comme le Grand Nancy, il est possible d'agir concrètement :

- **Remplacer les outils propriétaires** par des logiciels libres, comme le font déjà certaines administrations.
- **Former les citoyens** via des ateliers de quartier et des médiateurs numériques.
- **S'appuyer sur les ressources locales** (universités, laboratoires) pour développer des solutions adaptées et maîtrisées.
- **Organiser des assemblées citoyennes** pour débattre des technologies que nous voulons et de leurs impacts.

L'enjeu est de montrer qu'une autre voie est possible, en s'inspirant d'exemples comme Taïwan, où l'intelligence artificielle est mise au service d'une démocratie plus participative.

Conclusion : repenser notre rapport à la technologie

Nous devons nous interroger sur les finalités de nos choix technologiques. Qui évalue vraiment nos besoins ? Comment garantir que les outils servent l'intérêt général et non des intérêts privés ? La réponse passe par une éducation critique, une régulation forte et une implication citoyenne.

Je termine en citant Étienne Klein : « Le degré de l'idée de progrès est l'anagramme du degré de l'espoir. » C'est à nous de définir collectivement ce progrès, pour qu'il soit synonyme d'espoir et de durabilité.

8.3 Compte rendu : intervention de Philippe Plane (auteur)

14 octobre 2025

Salle K1, Métropole du Grand Nancy

Diagnostic des crises systémiques

Crise climatique et environnementale

Seuils critiques dépassés :

- Le réchauffement climatique a déjà atteint +1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle (objectif de l'accord de Paris non respecté), avec des conséquences irréversibles : canicules mortelles (par exemple : 3 800 morts en France en 2023), désertification, migrations climatiques (par exemple : 200 millions de réfugiés potentiels du Nigeria).

- Citation : « Nous avons franchi un seuil d'irréversibilité. Les canicules et les inondations ne sont que les prémices. »

- Biodiversité : effondrement des écosystèmes (par exemple : disparition des insectes pollinisateurs, stérilisation des sols due à l'agro-industrie).

Ressources alimentaires :

- 80 % de l'agriculture mondiale est dédiée à l'élevage ou aux monocultures (soja, biocarburants), au détriment des cultures vivrières locales.

- Exemple : déforestation en Côte d'Ivoire pour des plantations industrielles, détruisant les agricultures traditionnelles.

Crise démographique et sociale

Dépopulation inégalitaire :

- Vieillesse accélérée dans les pays occidentaux (par exemple : Russie, Chine) et explosion démographique en Afrique, mais avec des territoires devenant invivables (sécheresses, conflits).

- Paradoxe : la population mondiale pourrait décroître (passant de 9,5 à environ 7 milliards d'ici 2100) en raison des crises, mais avec des inégalités géographiques extrêmes.

Santé mentale et « crétinisation digitale » :

- Augmentation des dépressions chez les jeunes (par exemple : crises de larmes en classe, peur de l'avenir) et déclin des performances physiques et cognitives (obésité, sédentarité, addiction aux écrans).

- Citation : « On observe une chute de 25 % des capacités physiques des enfants en 30 ans. »

- Critique des GAFAM : modèle économique basé sur la dépendance (par exemple : réseaux sociaux conçus pour créer de l'addiction, comme le tabagisme).

Crise économique et politique

Néolibéralisme et concentration du pouvoir :

- Déplacement du pouvoir des États vers des entités économiques (par exemple : GAFAM, fonds d'investissement) qui échappent à toute régulation.
- Analyse : « L'État se recentre sur ses fonctions régaliennes (police, armée), abandonnant les communs au secteur privé. » (Référence à Max Weber).
- Guerre économique : subventions agricoles européennes et américaines détruisant les agricultures locales (par exemple : Afrique), créant des dépendances alimentaires.

Démocratie en crise :

- Abstention record et défiance envers les institutions, perçues comme détachées des citoyen·ne·s.
- Exemple : projets urbains imposés sans concertation (par exemple : quartier éloigné de Nancy où les habitant·e·s n'ont pas été consulté·e·s sur un marché).

Modèles alternatifs et solutions explorées

Les « communs » comme levier de résilience

Définition :

- Ressources gérées collectivement (par exemple : terres agricoles, eau, forêts) selon des règles définies par les usagers.
- Contre-exemple : les enclosures (XVIIe siècle) ont privatisé les terres communes en Angleterre, forçant les paysans à l'exode rural.
- Exemple actuel : jardins partagés à Nancy, où les règles sont co-construites pour éviter les conflits.

Conditions de succès (théorie d'Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie) :

- Définir clairement la ressource et ses usagers.
- Règles adaptées au contexte (par exemple : quotas de pêche saisonniers).
- Participation de tou·te·s à la gouvernance.
- Sanctions graduelles pour les « passagers clandestins » (ceux/celles qui profitent sans contribuer).
- Risque : l'intervention externe (État, entreprises) détruit l'autogestion (par exemple : accaparement des terres africaines par des firmes étrangères).

Municipalisme libertaire et démocratie participative

Principe :

- Autonomie locale via des assemblées citoyennes (par exemple : villes « rebelles » en Espagne, comme Barcelone).
- Méthode : décisions par consentement (pas de veto, mais recherche d'un accord sans objection majeure).
- Exemple : budget participatif à Porto Alegre (Brésil), où les habitants décident des investissements publics.

Outils concrets :

- Facilitation : rôle clé pour donner la parole aux plus timides et éviter la domination des discussions par une minorité.
- Délibération inclusive : par exemple, à Vandœuvre (Grand Nancy), un projet d'aménagement a été modifié après consultation des habitant·e·s, évitant un conflit.
- Citation : « Ce n'est pas celui qui crie le plus fort qui a raison, mais celui dont l'objection est la plus pertinente. »

Expériences inspirantes

Communautés autonomes :

- Auroville (Inde) : ville écologique autogérée (mais menacée par la privatisation).
- Villes refuges : modèles de résilience face aux crises (par exemple : gestion collective de l'eau en Amérique latine).

Décisions ou consensus atteints

Priorités thématiques :

- Climat : focus sur l'adaptation locale (par exemple : îlots de fraîcheur, gestion de l'eau).
- Gouvernance : expérimenter des assemblées citoyennes dans des quartiers pilotes (par exemple : Vandœuvre).
- Économie : cartographier les communs menacés (par exemple : terres agricoles périurbaines) et proposer des modèles de gestion collective.

Partenariats

- Réseaux associatifs : mobiliser les acteurs locaux (par exemple : ATD Quart Monde, chorales, jardins partagés) pour élargir la réflexion.

Points à approfondir ou clarifier

Juridique :

- Quels leviers légaux existent pour protéger les communs ? (Par exemple : statuts de foncières solidaires, droits d'usage collectifs.)
- Piste : étudier le droit de préemption des collectivités sur les terres agricoles.

Financement :

- Comment pérenniser les projets communautaires ? (Par exemple : fonds dédiés, partenariats publics privés éthiques.)

Mobilisation citoyenne :

- Comment impliquer les « invisibles » (personnes âgées, précaires) dans les assemblées ?
- Idée : organiser des rencontres itinérantes (marchés, centres sociaux).

Lien avec les institutions :

- Comment rendre contraignantes les décisions citoyennes ? (Par exemple : référendums locaux, chartes cosignées avec la Métropole.)

Clôture et perspectives***Message final :***

« Le contexte sera hostile, mais les sociétés humaines ont toujours su s'adapter en s'appuyant sur le collectif. Notre défi est de réinventer des formes de solidarité qui résistent à la rareté et à la violence des systèmes dominants. »

Liste des ouvrages cités :

- Marie-Monique Robin, La Fabrique des pandémies.
- Garrett Hardin, La Tragédie des communs. Critique par Elinor Ostrom.
- Le Municipalisme libertaire (guide disponible en ligne).

Vidéos recommandées :

- Reportage Arte sur L'histoire du sucre (liens entre colonisation et agro-industrie).
- Documentaire sur Auroville (modèle et limites des communautés).

9. Contributions des citoyen·ne·s lors de Jardins de ville, Jardins de vie

(Synthèse des principaux thèmes.)

Participation citoyenne et gouvernance

Préoccupations :

- Manque d'écoute et de consultation : sentiment que les citoyen·ne·s ne sont pas écouté·e·s, que les consultations sont mal organisées ou orientées à l'avance.
- Démocratie locale : demande de référendums locaux, de tirage au sort pour les assemblées délibératives et de plus de transparence dans les décisions (par exemple : ordonnances, 49.3).
- Rôle des élu·e·s : critique de l'éloignement des politiques, perçu·e·s comme soucieux·ses des élections ou du copinage.
- Éducation citoyenne : besoin de former les citoyen·ne·s (par exemple : fabrique du/de la citoyen·ne dans les lycées, éco-délégué·e·s).

Propositions :

- Créer des assemblées délibératives locales.
- Impliquer davantage les citoyen·ne·s dans les projets (par exemple : C3D, jardins partagés).
- Organiser plus de réunions publiques et d'animations pour informer et mobiliser.

Environnement et nature en ville

Préoccupations :

- Manque de végétalisation : quartiers trop minéraux, manque d'arbres et d'ombre, surtout en été.
- Préservation du bâti ancien : volonté de conserver l'identité architecturale.
- Gestion de l'eau : besoin de récupérateurs d'eau, de légiférer pour les immeubles et de sensibiliser au cycle de l'eau.
- Pollution et nuisances : qualité de l'air, bruit de l'autoroute, déchets (par exemple : mégots).

Propositions :

- Développer les jardins partagés et les espaces verts.
- Végétaliser les cours d'école, les entrées de ville et les espaces publics.
- Mettre en place des « repair cafés » pour lutter contre l'obsolescence.
- Sensibiliser à la préservation de l'eau et à la gestion des déchets.

Mobilités et transports

Préoccupations :

- Pistes cyclables : illisibles, dangereuses ou mal cohabitant avec les piéton·ne·s.
- Transports en commun : arrêts de bus sans abris, démarrages brusques, déviations mal perçues (par exemple : ligne 11).
- Sécurité routière : rue de Verdun jugée dangereuse, séparation des voies insuffisante.
- Mobilités douces : difficultés pour les personnes âgées (trottoirs, accès aux bus).

Propositions :

- Améliorer la sécurité des pistes cyclables et des trottoirs.
- Adapter les transports aux besoins des aîné·e·s et des personnes à mobilité réduite.
- Consulter les citoyen·ne·s avant les changements de lignes de bus.

Solidarité et inclusion sociale

Préoccupations :

- Précarité énergétique : besoin d'autonomie, de matériaux adaptés et de collaboration avec l'ONF.
- Fracture numérique : une partie de la population se sent exclue (par exemple : difficultés internet).
- Accès aux services publics : erçu comme réservé aux « cas sociaux ».
- Personnes âgées : priorité à leur accès aux services et aux transports.

Propositions :

- Développer l'entraide communautaire (par exemple : familles, compost, jardins partagés).
- Améliorer l'accès aux services publics pour tous.
- Sensibiliser à la fracture numérique et développer des solutions locales.

Qualité de vie et attractivité

Préoccupations :

- Manque d'animations : besoin de plus d'événements pour dynamiser les quartiers.
- Sécurité : peur en ville, lumières la nuit, cohabitation entre modes de transport.
- Esthétique urbaine : quartiers perçus comme trop minéraux, pas assez colorés.

Propositions :

- Organiser des animations et des réunions publiques.
- Améliorer l'éclairage et la sécurité dans les espaces publics.
- Intégrer plus de couleurs et de verdure dans l'aménagement urbain.

Éducation et sensibilisation

Préoccupations :

- Manque d'information : citoyen·ne·s mal informé·e·s sur les projets (par exemple : usine d'incinération, autoroute).
- Éducation environnementale : besoin de pédagogie sur le développement durable, le tri des déchets, etc.

Propositions :

- Développer des campagnes d'information et des ateliers participatifs.
- Intégrer l'éducation citoyenne et environnementale dans les écoles et les lycées.

Critiques transversales

- Défiance envers les politiques : sentiment de désengagement, de manque de retour et de décisions imposées.
- Déséquilibre entre écologie et dette : crainte que l'écologie soit sacrifiée pour des raisons financières.
- Manque de cohérence : projets perçus comme mal coordonnés (par exemple : « machine arrière », « Vandœuvre Nations » critiquée).

10. Proposition de feuille de route pour une Métropole écologique, inclusive et solidaire

Engagement citoyen, Economie Sociale et Solidaire, Construction du bien commun	Mobilité	Mobiliser la ressource citoyenne -encapacité le territoire	Energie et Economie Circulaire	Citoyenneté numérique - rapprocher les services public des citoyens	Passer à une démocratie collaborative et Délibérative
Création de Maisons des citoyens, des associations et de la solidarité décentralisées dans tous les quartiers	Penser la Métropole de la 1/2 heure	Université citoyenne (formation et éducation aux biens communs et à la citoyenneté: fabrique du citoyen)	Penser l'adaptation - accompagner la décarbonation du territoire	Guichet numérique métropolitain et municipal	Mobilisation de tous les modes de questionnement des citoyens (referendum choix multiples, votes préférentiels, plateforme de consultation électronique...)
Université citoyenne (formation et éducation aux biens communs et à la citoyenneté: fabrique du citoyen)	Création d'un conseil des mobilités	Droit d'appel citoyen pour la mise en place d'assemblées citoyennes tirées au sort contraignantes et engageantes	Education-Formation des citoyens à l'Economie Sociale et Solidaire	Mediateur numérique solidaire au sein des quartiers	Convention citoyenne engageante
Promouvoir réemploi: développer des espace de dons et d'échanges largement décentralisés dans les quartiers	Decarbonation massive, priorité aux mobilités douces et actives	Amplification, valorisation et soutien du monde associatif et bénévole (statut bénévolé, moyens, locaux, reconnaissance...)	Promouvoir réemploi: développer des espace de dons et d'échanges largement décentralisés dans les quartiers	Plateforme numérique interactive de concertation citoyens-élus (chatbot)	Université citoyenne (formation et éducation aux biens communs et à la citoyenneté: fabrique du citoyen)
Amplification, valorisation et soutien du monde associatif et bénévole (statut bénévolé, moyens, locaux, reconnaissance...)	Generalisation du 30 kmh dans toutes les communes de la Métropole	Favoriser et soutenir la création d'activité citoyenne autonome (jardins partagés, marchés, repair-café...)	Accompagner, favoriser la réparation et la maintenance en local	Maltrise et contrôle citoyen du progrès technologiques et de sa destination	Droit d'interpellation citoyen
Education-Formation des citoyens à l'Economie Sociale et Solidaire		Droit d'interpellation citoyen	Promouvoir et accompagner l'eco-conception dans les projets métropolitains	Mutualisation des services (IA)	Favoriser et soutenir la création d'activité citoyenne autonome (jardins partagés, marchés, repair-café...)
Favoriser et soutenir la création d'activité citoyenne autonome (jardins partagés, marchés, repair-café...)		Création de maisons des citoyens, des associations et de la solidarité (niveau quartiers)	Favoriser les technologies vertueuses / démocratiser les choix technologiques par la consultation citoyenne	Généralisation utilisation logiciels libres	Création de maisons des citoyens, des associations et de la solidarité (niveau quartiers)
Guichet métropolitain de l'Economie Sociale et solidaire		Bilan annuel des activités et contributions citoyennes	Promouvoir réemploi: développer des espace de dons et d'échanges largement décentralisés dans les quartiers		Assemblées citoyennes

Mixité sociale et intergénérationnelles: résidence intergénérationnelles, carte scolaire

Egalité face au logement : application loi, vacances des logements..

Favoriser (en aidant) la multiplication de l'engagement des femmes dans la vie citoyenne

Horizontalité des décisions

Développement des référendums d'initiative métropolitaine, municipale et citoyenne

Agora permanente de délibération citoyenne - à participation libre sur enjeux locaux (quartier) encadrée par des citoyens formés

Formation commune élus / citoyens aux compétences du débat public

Mobilisation de tous les modes de questionnement des citoyens (referendum choix multiples, votes préférentiels, plateforme de consultation electron lque...)

Création de Maisons des citoyens, des associations et de la solidarité décentralisées dans tous les quartiers

Favoriser (en aidant) la multiplication de l'engagement des femmes dans la vie citoyenne

Production de consensus sous contrôle citoyen (processus de confluence) garant de consentement

Horizontalité des décisions

Mise a disposition d'une information objective et indépendante - Encourager la création d'un média indépendant - Reflechir à la faisabilité

Rermise en question des récits marketing territoriaux - consultation citoyenne sur les attentes en matière d'information territoriale

Favoriser et soutenir la création d'activité citoyenne autonome (jardins partagés, marchés, repai-café...)

Decarbonation massive , priorité aux mobilités douces et actives

Developper l'accès libre à certaines ressources communes en accès ouverts selon règles et usage défini par les usagers

Création d'un conseil des mobilités

Renforcer le rôle des instances de citoyens organisés (C3D): moyens, implication, reconnaissance politique...

Publication des projets de délibération en amont des conseils (implication des citoyens, enrichir les débats..)

Favoriser une offre médiatique indépendante citoyenne

Droit d'appel citoyen pour la mise en place d'assemblées citoyennes tirées au sort contraignantes et engageantes

Développement des référendums d'initiative métropolitaine, municipale et citoyenne

Agora permanente de délibération citoyenne - à participation libre sur enjeux locaux (quartier) encadrée par des citoyens formés

Formation commune élu-es / citoyens aux compétences du débat public

Formation commune élu-es / citoyens aux compétences du débat public

Favoriser (en aidant) la multiplication de l'engagement des femmes dans la vie citoyenne

11. Déroulé chronologique des réunions

- **Réunion 1** (26 novembre 2024 – Identifier thèmes et leviers prioritaires) : quel mot pourrait définir le grand Nancy ? Quelle est la crise principale à redouter d’ici 2052 ? Quelle est la principale opportunité à espérer d’ici 2052 ?
- **Réunion 2** (14 janvier 2025 – Formuler thèmes et leviers prioritaires) : comment allier écologie, ville à taille humaine, solidarité et attractivité ? Comment concilier durabilité, résilience, et développement technologique (IA) ? Quelle gouvernance pour une prise en compte des humains, des non-humains à l’échelle de la Métropole et des territoires voisins ?
- **Étape externe au groupe de travail** (1er février 2025 – plénière C3D) : présentation et discussion en atelier plénière autour de la fresque prospective issue des réunions 1 et 2.
- **Réunion 3** (27 février 2025 – Débats mouvants, ajustement des énoncés) : 1) Comment allier écologie, ville à taille humaine, solidarité et attractivité qualitative ? 2) Comment concilier durabilité, résilience, robustesse et technologie ? 3) Quelle gouvernance pour une prise en compte des humains, des non-humains, passer de la démocratie participative à la démocratie délibérative ?
- **Étape hors réunion** (28 février 2025 – sondages participants) : appel à contributions individuelles / appel à propositions de témoignages, lectures, visionnages intervenants possibles.
- **Réunion 4** (24 mars 2025 – Exploitation documents Métropole) : brise-glace centré sur l’expression à partir des communes d’appartenance. Exploration en groupe des 3 thèmes autour d’un cadre de questions concrètes ciblées.
- **Réunion 5** (24 avril 2025 – Identification des propositions concrètes à faire à la Métropole)
- **Réunions 6, 7 et 8** (7 mai 2025, 14 mai 2025 et 21 mai 2025 – visionnage vidéo témoins) : La Ville résiliente, Cyria Emilianoff (professeure aménagement et urbanisme Université du Mans) ; La Robustesse des Sociétés, Olivier Hamant (directeur recherche INRAE) ; La Démocratie délibérative, David Van Reybrouck (historien de la culture).
- **Réunions 9 et 10** (rencontres témoignages 18 juin 2025 et 26 juin 2025) : Melaine Cervera (maître de conférences, chercheur au 2L2S), sur « Comment allier écologie... » au travers son expertise de l’économie sociale et solidaire ; Samuel Nowakowski (maître de conférences, chercheur au LORIA), sur « Comment concilier durabilité, résilience ».
- **Réunion 11** (22 septembre 2025 – préparation des questionnaires rencontres citoyennes « Jardins de ville, Jardins de vie » à Jarville) : élaboration des questions encadrant l’échange citoyen des 27 et 28 septembre 2025.
- **Étape hors réunion** (27 au 28 septembre 2025 – rencontres citoyennes Jardins de ville, Jardins de vie).
- **Étape collaborative** : contribution CESE – Dans quelle France voulons-nous vivre en 2050 ?
- **Étape hors réunion** : échange en plénière sur l’avancement du GT Prospective.
- **Réunion 12** (14 octobre 2025 – Rencontres témoignages) : « Quelle gouvernance. » Philippe Plane auteur de Rebellons nous !

- **Réunion 13** (10 novembre 2025 – Préparation écriture collective – exercice d’écriture participative GT Prospective).
- **Réunion 14** (17 novembre 2025) : retour sur travaux lecture Philippe Plane. Discussion et approbation méthode de restitution contribution GT Prospective.
- **Étape hors réunion** (4 décembre 2025 – échange en plénière sur l’avancement du GT Prospective).
- **Réunion 15** (4 février 2006) : constitution équipe de rédaction.
- **Réunion 16** (18 février 2006) : méthodologie écriture – planification – répartition édition/correction par facilitateurs.

12. Glossaire et acronymes

Glossaire

Altérité : ce qui est différent, autre, par rapport à une pensée majoritaire.

Assemblée citoyenne tirée au sort : groupe de citoyen·ne·s désignés aléatoirement pour participer à des décisions publiques.

Biodiversité : diversité des espèces vivantes.

Chaîne de valeur : ensemble des étapes de production d'un bien ou service.

Communs : ressources partagées et gérées collectivement par une communauté.

Contribution : document de proposition soumis dans le cadre d'une consultation.

Cyberattaque : attaque informatique malveillante.

Décarbonation / décarboné : réduction ou suppression des émissions de CO2.

Délibération : processus de décision par une assemblée.

Démocratie participative : forme de démocratie impliquant directement les citoyens dans les décisions.

Dérèglement climatique : changements des conditions climatiques dus aux activités humaines.

Droit de préemption : droit d'une collectivité d'acheter en priorité un bien mis en vente.

Droits d'usage collectifs : droits permettant à une communauté d'utiliser un bien commun.

Éducation citoyenne et populaire : formation des citoyens à la vie démocratique.

ESS (économie sociale et solidaire) : ensemble d'entreprises et organisations privilégiant l'intérêt collectif.

Esprit critique : capacité à analyser et questionner les informations reçues.

European AI Act : règlement européen encadrant l'usage de l'intelligence artificielle.

Exécutif local : équipe dirigeante d'une collectivité territoriale.

Foncières solidaires : structures permettant de gérer des terres ou immeubles dans un but d'intérêt général.

Habitat très social : logements destinés aux personnes aux revenus les plus modestes.

Imaginaires : représentations collectives d'un futur possible.

Infrastructure numérique : ensemble des équipements techniques supportant le numérique.

Intelligence artificielle (IA) : technologie permettant à des machines de simuler des capacités humaines.

Intelligence collective : capacité d'un groupe à résoudre ensemble des problèmes.

Matrice SWOT (strengths, weaknesses, opportunities, threats) : outil d'analyse des atouts, faiblesses, opportunités et menaces (AFOM).

Mobilités douces : modes de déplacement non motorisés (vélo, marche, etc.).

Modèles économiques résilients : modèles capables de résister aux crises.

Modèles économiques résilients : modèles capables de résister aux crises.

Obsolescence numérique : mise hors d'usage prématurée des équipements numériques.

Parangonnage : comparaison avec les meilleures pratiques existantes.

PLUi (plan local d'urbanisme intercommunal) : document définissant les règles d'utilisation des sols sur un territoire.

Prospective : démarche d'anticipation et de réflexion sur les futurs possibles.

Scénarios ADEME : scénarios de futurs possibles élaborés par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie.

Taxonomie européenne : système de classification des activités économiques durables.

Sigles et acronymes

ATD Quart Monde : Aide à toute détresse, devenu Agir tous pour la dignité.

C3D : Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy.

ESS : économie sociale et solidaire

GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

GT : groupe de travail (utilisé dans le contexte « GT Prospective »).

IA : intelligence artificielle.

MGN : Métropole du Grand Nancy.

PLUi : plan local d'urbanisme intercommunal.

REEN : loi Réduction de l'empreinte environnementale du numérique.

SRU : Solidarité et renouvellement urbain.

13. Bibliographie

Christian ROBINEAU, « *L’Espoir, malgré tout ?* », in Alternatives Non-Violentes n° 217, décembre 2025.

Isabelle THOMAS & Antonio DA CUNHA, *La Ville résiliente*.

Philian PEPPE (Philippe PLANE), *Rebellons-nous !*

Debbie BOOKCHIN et Ada COLAU, Guide du *Municipalisme*.

Rapport de Fréquence Commune, « *Prendre le pouvoir pour le partager* ».

David HOSPITAL, maître de conférences en sciences de gestion, LiREM (Université de Pau), « *La gouvernance participative* ».

Fondation Jean-Jaurès, « *Vers des déserts médiatiques en France. La démocratie peut-elle survivre sans médias ?* ».

Pouvoirs Locaux n° 122, mai 2023, « *La gouvernance participative* ».

Manon LOISEL et Nicolas RIO, *Pour en finir avec la démocratie participative*.

14. Textes issus de l'exercice d'écriture collective

(scénarios ADEME)

Atelier d'écriture du 10 novembre 2025

C3D – Grand Nancy

Pour le Concours de nouvelles – futurs : Ouvrons nos imaginaires !

Animé par Élise Levinson (Ibrida Folia)

Sacha et le monde des éco-femmes

L'ambiance est lourde, particulière. Les pas de Sacha se font de plus en plus pesants. Il n'en peut plus.

Aujourd'hui, c'est le rendez-vous hebdomadaire des « éco-enfants de France ». Chaque même de moins de 15 ans doit remplir des « éco-objectifs », qui lui ont été attribués à sa naissance, totalement arbitrairement.

Mais voilà, le problème c'est que Sacha, à sa naissance, il n'en a jamais eu. En fait, personne ne l'a jamais vu.

Aujourd'hui, c'est également le 25e anniversaire de l'ouverture de la Maison des Femmes.

Ces « éco-enfants de France », qui n'ont jamais eu « d'éco-objectifs », sont perdus dans l'immensité du Monde et errent en suivant leur instinct seul, malgré la présence des femmes de la Maison des Femmes.

Que s'est-il donc passé pour arriver à cette impasse de vie ? Seraient-ils toujours enfants, malgré leurs 25 ans passés ? Où seraient-ils des « adolescents » sans esprit critique ? Cette Maison aurait-elle manqué sa mission ? Terrible constat !

Comment leur redonner goût à la vie ? Repartir de zéro ? Ou repartir avec des têtes bien pleines, mais ne sachant pas réfléchir ?

Sacha est bien décidé à obtenir au moins un « éco-objectif », pour enfin devenir quelqu'un de reconnu, qui ait droit de cité. Sa mère est bien connue à la Maison des Femmes. Elle dit à Sacha qu'elle va l'aider à trouver une solution.

À la Maison des Femmes, elle a eu l'occasion de se lier d'amitié avec Hélène, qui est la présidente de la commission d'attribution des « éco-objectifs ». La maman de Sacha est fermement décidée à soudoyer Hélène comme il faut, jusqu'à obtenir un faux certificat, antidaté, qui attribue à Sacha les « éco-objectifs » qui lui plairaient.

Mais comment faire pour soudoyer Hélène, sans la connaître assez bien ? Est-elle attirée par l'argent ? Peut-on lui céder des « éco-résultats », dont on n'a plus besoin ? Par exemple, des points carbone, pour lesquels elle a pris une bonne avance, par rapport à son « éco-objectif » ?

Il faut déjà trouver le moyen de rencontrer Hélène en seule à seule. Et ça ne sera pas facile. Elle est toujours entourée de plein de monde, que ce soit dans sa famille, à la Maison des Femmes, ou à la commission d'attribution des « éco-objectifs ».

Un Trésor tombé de la Vallée

Il est 9 heures.

Une maman décide d’emmener son bambin de cinq ans se promener le long de l’Amgale, cette vallée verdoyante qui s’étire de la Meurthe à la forêt d’Amance.

Le soleil se lève. Les verts et les bleus se répondent dans le lointain. L’enfant s’émerveille de tant de beauté et d’odeurs de campagne.

Soudain, la maman s’arrête.

— Mais Maman, qu’est-ce que c’est que ce tas ? On dirait un frigo, des jouets, des pneus... Pourquoi les gens mettent ça ici ?

Le bambin observe encore, puis, avec sa logique à lui :

— Tu t’es arrêtée pour chercher un trésor ?

La maman ne s’attendait pas à cette question.

— Non... Je me suis arrêtée parce que ça me choque qu’on jette n’importe quoi dans la nature. Mais maintenant que tu le dis, qui sait ?

Et, presque malgré elle, elle se met à fouiller dans le fatras.

Un agent municipal qui passait par là s’approche, persuadé qu’elle est l’auteure de la décharge. Embarrassée, elle remonte en hâte sur son vélo.

— Enfin, comment voulez-vous que j’aie transporté un frigo et des pneus sur ça ?

L’agent hésite, puis la laisse partir sans l’inquiéter.

Encore déboussolée, elle rejoint son enfant.

— Maman Maman, ça va ?

— Oui, mon cœur... On rentre.

Un bruit assourdissant déchire soudain l’air : un piano vient de s’écraser à quelques mètres d’elles, projeté du cinquième étage.

— Maman Maman ! Tu vas bien ? !

Sur le balcon, une voix indifférente :

— Oups, désolé, Madame ! On ne s’en servait plus... et puis flemme de le descendre.

Personne ne réagit autour. Le silence retombe, absurde.

La maman sursaute : le réveil affiche 8 heures 59. Elle est en sueur.

— Maman Maman, tu es réveillée ?, s’exclame sa fille, toute joyeuse.

Elle l’attire contre elle et murmure tout doucement :

— Oui, mon trésor.

L'éducation citoyenne et l'absurdité de nos comportements

Après une heure de marche montagne, avec sa femme et son enfant unique, il s'arrête en plein milieu de la forêt, dans ce qu'il prend pour une clairière. Il fait une chaleur torride, ils doivent s'arrêter pour boire. Il s'installe pour pique-niquer. Lui, c'est mon voisin qui adore faire son barbecue sous mes fenêtres. Même s'il est végétarien, la fumée me gêne.

Dans cette forêt les Vosges, il se met à préparer un petit feu de camp pour griller ses légumes. Son enfant a peur : Et si la forêt toute desséchée risquait de s'enflammer. Il essaie de raisonner son père : « Papa, n'allume pas le feu. Si la forêt s'enflamme, c'est nous qui allons griller ! » Sa maman tente aussi de convaincre son mari de renoncer à faire du feu.

« Mais ne vous inquiétez pas, la seule chose qui peut brûler ici, ce sont les neurones de chasseurs. » Retour avec un ton qui a un peu agacé le père.

C'est vrai que ce Christophe peut être plutôt franc du collier, à la limite du désagréable.

Le père retourna les saucisses qui commençaient à bien griller. À ce moment-là, un couple d'hommes arrive à leur rencontre.

Les deux couples commencèrent donc à échanger, et Christophe les incita à se joindre à eux.

Au cœur de l'échange, Arsène, le petit, s'exclama : « Saviez-vous que les saucisses étaient véganes ? »

Stupéfait, le couple recracha immédiatement ce qu'ils avaient dans leur bouche : « Mais vous êtes fous ! Savez-vous que le dérèglement climatique n'existe pas ! Vous voulez nous empoisonner ? C'est la télé qui le dit. »

Christophe, en entendant ces mots, se met en colère et hélas, d'un coup, renverse le barbecue avec les cendres. Les flammes se développent. Que faire ? Les sapins sont très secs et l'incendie est déjà là.

N'auraient-ils rien compris au soin à apporter à la forêt et à la nature ?

Malgré les conseils de la Métropole et de la COP, qu'il est difficile pour l'humain de se contraindre et de coopérer, de s'écouter tous pour conserver un territoire vivable.

L'Autoroute

7 septembre 2052. 9 heures 40. Nord-Est de la France.

Théo marche et il a peur.

On lui avait dit qu'en allant vers le Nord, il trouverait l'ancienne autoroute A31 qui reliait ce qu'étaient autrefois les métropoles de Nancy et de Metz, remplacées depuis peu par des districts ruraux censés apporter une forme d'harmonie avec la nature.

On lui avait dit qu'il pourrait contribuer à changer le monde en faisant évoluer les métropoles devenues obsolètes car dorénavant inadaptées aux besoins humains. Inadaptées à cause du changement climatique désormais inarrêtable en dépit de discours politiques optimistes presque centenaires.

Plus il avance, moins Théo aime ce qu'il voit au loin.

Son grand-père Jean, né au milieu du XXe siècle d'une famille embourgeoisée à force de travail, lui avait dit que c'était mieux avant. Pourtant, la pollution existait déjà ; insaisissable, présente mais presque futile puisque la liberté et l'individualisme étaient les valeurs cardinales de la société de l'époque ; il était d'ailleurs très compliqué de trouver des consensus pour réduire significativement l'impact des activités humaines sur la nature.

Lors de l'avènement de la nouvelle société dite « de coopération », Jean avait été emballé comme presque tout le monde. Car, désormais, les décisions allaient être prises pour bénéficier à la collectivité. Pour lui, la disparition réglementée et contrainte de l'individualisme allait enfin débarrasser l'être humain de ce qu'il appelait « la pollution mentale du néolibéralisme ». Contre toute attente, Jean, plutôt conservateur, était devenu un révolutionnaire parmi d'autres.

Mais la mise en place de cette nouvelle société ainsi que la création des districts ruraux n'avaient finalement pas répondu aux attentes, notamment parce que l'esprit critique, tel qu'il existait dans les années 1960, avait disparu au profit d'un dogmatisme écologiste quasiment élevé au niveau d'une Foi religieuse. Et les citoyen·ne·s se contentaient de suivre les suiveurs qui, eux-mêmes, suivaient les suivants. « Au suivant ! », chantait déjà Jacques Brel en 1964.

Comment lui, Théo, pourra-t-il changer ce monde qu'il a reçu en héritage malgré lui ? Comment pourra-t-il exercer son esprit critique alors, qu'en guise de succession, son grand-père l'a affublé d'un bonnet d'âne ?

Théo marche. Il a enfin atteint cette autoroute et il frissonne de surprise.

Les carcasses de voitures et autres véhicules se succèdent, inexorablement. Toutes abandonnées comme si les propriétaires s'étaient soudainement volatilisés. L'odeur est acre et la chaleur est étouffante sur cette A31 envahie par une végétation pauvre mais vivace. Il y a bien longtemps que les marcheurs, les animaux et ceux qui ont encore le bonheur d'avoir un vélo évitent cette autoroute qui reste pourtant un axe reliant les différentes ruralités qui se blottissent dans la vallée de la Moselle.

Depuis, des bandits de grand chemin et autres prédateurs organisés en bandes rivales écument régulièrement cette longue et sinueuse bande bitumineuse à la recherche de cibles qui posséderaient des trésors, comme la nourriture, l'eau mais aussi l'essence et surtout les piles atomiques de poche.

Théo ressasse les mots « esprit critique, liberté, districts ruraux ». Il ne sait quoi en penser. Il voudrait enlever ce bonnet d'âne mais celui-ci a été comme vissé à son crâne car son grand-père l'y a scellé grâce à un sort. Il a été prévenu : « Tu ne pourras l'enlever que lorsque tu auras entrouvert la porte de ton esprit critique. »

Mais c'est quoi l'esprit critique ?

Il n'a jamais compris, d'où sa décision de tenter de le trouver sur l'A31. Ça se mange ? Ça se respire ? C'est un animal ? C'est une vieillerie inanimée abandonnée sur ce cimetière d'asphalte ? Est-ce que ça peut s'échanger contre un peu d'avoine ? Avoine qu'il mange d'ailleurs lentement à mains nues. Ah, comme il aimerait déguster une pomme juteuse, légèrement acidulée et sucrée à la fois. Mais c'est devenu un produit si rare qu'il est désormais impossible d'en acheter tellement il est cher.

« C'était mieux avant », disait son grand-père.

Tout à coup, Théo sort de sa torpeur. « Qu'importe l'esprit critique. Le plus important est de survivre. Je dois trouver à manger et surtout à boire », soliloque-t-il en hochant inutilement sa gourde en aluminium recyclé. « Et puis ce soleil de plomb est assommant. Je dois aussi trouver un endroit ombragé. » Ce bonnet d'âne lui pèse de plus en plus.

Théo marche.

Ça fait longtemps qu'il ne compte plus, ni les minutes, ni les heures. Il commence à divaguer car son bonnet ne le protège pas assez des rayons d'un soleil omniprésent. Paradoxalement, son esprit semble se libérer : Mais comment en sommes-nous arrivés là ?

Il regrette le temps de l'insouciance, pas la sienne mais celle de ses parents, tous deux morts prématurément. L'un, par manque de médicaments financièrement abordables. Des médicaments qui n'étaient plus produits en France à cause de la politique de décroissance et de désindustrialisation exigée au nom de la sauvegarde de la planète. L'autre, à cause d'un nouveau virus mortel transmis par l'eau et contre lequel aucun traitement efficace n'avait été trouvé malgré les vaines promesses des politiques et de l'industrie pharmaceutique.

Théo marche.

Soudain, sur cette langue bitumineuse surmontée d'une brume de chaleur tremblotante et tenace, il lui semble distinguer au loin un couple poussant un caddie débordant de choses non identifiées : des vivres ? Un sens critique ?

Les idées s'entrechoquent dans sa tête : « Esprit critique, liberté, sécurité, survie... » Son esprit s'embrouille. Il fait si chaud. Et si ces personnes n'étaient finalement pas aussi inoffensives qu'elles semblent l'être ?

« Au diable le sens critique et le progrès ! », pense-t-il en armant sa carabine 22 long rifle avec les deux dernières cartouches qu'il conservait précieusement. À ce moment, un souffle de vent chaud, une sorte de sirocco fait voler son bonnet d'âne à plusieurs mètres de lui.

Théo s'arrête net, stupéfait.

Sacrebleu !

Strasbourg, ville sous le choc du réchauffement climatique en cette année 2050. Les habitants ont investi les dessous de ponts, les égouts ou restent terrés dans leur cave pour fuir la chaleur. L'eau du robinet ne coule plus qu'une heure par jour, par intermittence, un décilitre toutes les trois minutes. On retrouve fréquemment le cadavre d'un malheureux qui, n'en pouvant plus, a trempé ses lèvres dans le Rhin méphitique et fangeux, envahi de bacilles tous plus meurtriers les uns que les autres. Les parlementaires européens y sont peu sensibles car ils siègent en plénière, pour régler la démétropolisation des villes étouffées, depuis leurs locaux climatisés. Ils pensent à étendre leur législation, et rendre obligatoires les pelouses dans les métros nouvellement construits, mais qui ne fonctionnent qu'un jour sur trois, manquant d'électricité. Un policier municipal, venu en auditeur libre, écoute les débats qui se transformeront bien vite en ordres de la hiérarchie. « Quelle horreur, pense-t-il, moi qui dois déjà contrôler si les appartements des citoyen·ne·s offrent bien les dix mètres carrés de pelouse obligatoire (en comptant plafonds et armoires), je vais devoir maintenant vérifier si le métro est conforme. » Ses mains sont moites, Sa bouche est sèche. Le contrôle est surtout pénible car on interdit à quiconque de marcher sur ces pelouses. Cette interdiction, déjà présente dans les parcs et jardins, tient de l'exploit quand il faut regarder dans les appartements pour sévir, alors dans le métro... « Que vais-je devenir ? Comment vais-je bien pouvoir exercer mon métier sans craindre pour ma vie ? »

Le policier pensait qu'on allait en plus étendre ses prérogatives au contrôle du métro en lui-même, des passagers, des horaires, d'empêcher les vols de câbles dans les galeries. Mais quelques jours après les débats, une note de service dûment tamponnée lui arrive directement dans la prothèse rétinienne : il ne devra contrôler qu'une chose, que « le métro soit bien vert (et non BLEU !!!) ».

Le président de la Commission européenne avait demandé à ses services de mettre en place une démarche coopérative, co-créative, en synergie de participation afin de permettre aux citoyen·ne·s d'exprimer leur expertise d'usage. On était bien décidé, et en haut lieu, à démontrer que malgré les législations toujours plus précises, contraignantes, enserrant les activités humaines comme l'araignée tisse sa toile autour de la mouche, le peuple pouvait toujours orienter les grands choix de la nouvelle société, Eurofruga, nouveau nom de l'Europe qu'on voulait frugale, ce coup-ci. En somme, on leur demandait quelles hautes orientations stratégiques ils souhaitaient pour le métro, en commençant et en finissant par sa couleur. Le choix était entièrement libre, pour peu qu'il soit vert ou bleu. Cette consultation était massive : plus de 2000 agents étaient dédiés à la création, passation, réception, analyse et parangonnage des questionnaires, la moitié du budget d'Eurofruga était affecté à cette consultation pour cet exercice budgétaire là. Pourtant, même ici, le désir de démocratie rencontrait des affects contraires.

Le problème est bien banal, une fois habituées au pouvoir, les élites ne pouvaient plus s'en passer. À force de penser que des problèmes graves demandent des solutions expertes, dans la durée, et après l'expérience tragique des gouvernements des années 20 et 30, qui n'avaient rien vu venir, rien pu prédire, se laissant embarquer dans des aventures plus démagogiques les unes que les autres, les gouvernants d'Eurofruga avaient l'angoisse que toute décision laissée aux émotions, à l'arbitraire, en somme à l'irrationalité des humains mènerait sans faute à une catastrophe encore plus catastrophique que la situation actuelle, qui n'était pourtant pas rose. On s'était voué à des contraintes qui contrôlent tout, qui ne permettent plus d'espaces de choix, et même la décision sur la couleur du métro était plus que beaucoup ne pouvaient en supporter. Ce métro portant toutes les promesses d'un avenir décarboné et frugal, fonctionnant au nucléaire et qui maintenant relie toutes les capitales d'Eurofruga. Sous le vernis de la mégaconsultation de 2050, des arrangements derrière des portes closes allaient décider pour les Commissions Stratégiques et Symboliques des Couleurs (CSSC). Ce métro doit être vert car il doit être la punchline dans de la démocratie verte d'Eurofruga, mais après avoir recueilli des renseignements préalables par les services secrets de la ville, on se rendit compte que le peuple penchait pour le bleu... Le Président eurofrugalien est pensif. Comment va-t-il s'y prendre ? D'autant qu'il se rappelle avoir lu dans les grimoires du magazine municipal, conservés précieusement dans un lieu tenu secret, que les anciennes versions étaient bleues. Il doit être vert désormais.

Le vert, associé à toutes les politiques autoritaires, couleur de toutes les annonces du gouvernement, est bien sûr détesté à cause de cela. Comment faire afin d'écarter toute autre possibilité ?

En secret, le Président réunit les services de sécurité de la ville et leur demande de maintenant taxer et interdire tout objet de couleur bleue, afin que personne n'ait l'idée de voter pour le bleu. Le vieux policier zélé est présent, ému de se tenir à quelques pas de son Président, il est heureux : il a enfin une mission à faire qu'il comprend. Dès la réunion finie, comme ses collègues, il s'engage dans la ville et punit, contraventionne et verbalise tout bleu qui bouge.

À l'assaut des jeans, des bleus de travail, des stylos qui auraient la mauvaise couleur, des systèmes audio BLUEtooth, des poubelles de tri de Plobsheim qui avaient gardé leur couleur bleu traditionnelle, des piscines gonflables utilisées pour récupérer l'eau de pluie même très infrequemment. Il faut changer à la va-vite panneaux de signalisation piétonnière d'indication et d'obligation (heureusement il n'y a plus de panneaux routiers, les voitures sont polluantes et de toute façon, personne ne peut s'en offrir), les plaques de noms de rues, et surtout, les uniformes de police (un policier zélé s'est envoyé lui-même à l'hôpital en frappant ses vêtements et lui dedans avec sa matraque). Une vitre qui reflète un peu trop l'azur, paf, un arc-en-ciel qui se reflète dans une flaque, pif. Un tour au zoo et au jardin botanique révèle que la situation est pire que prévue : il faut occire et détruire les papillons tropicaux morphos bleu, aux ailes d'un bleu iridescent, les guêpes coucou et leurs reflets métalliques, les lézards des murailles, les geais américains, les libellules et demoiselles, les scarabées à reflets, les tarentules chilobrachys dyscolus d'Asie. On déterre et on brûle les myosotis, jacinthes, pieds-d'alouette, gentianes d'altitude, iris, campanule. Jusqu'aux campagnes environnantes, on désherbe les bleuets des champs, lavandes et les massifs d'hortensia des vieilles dames dans les villages. Les prêtres n'arrivent pas à sauver les vitraux des églises, les artistes doivent fuir et perdre leurs fresques murales et leurs tags (bien qu'ils soient de toute façon habitués à ce traitement de leurs œuvres). Tel Caligula, qui avait envoyé ses soldats fendre la mer de leur épée pour punir Neptune, le Président envoie ses forces de l'ordre bastonner les coins de l'Ill qui reflètent trop le ciel dans les canaux de la Petite France. On finit par quelques bâches de chantier retrouvées dans une décharge et le drapeau français d'un vieillard nostalgique, bien caché avec toutes ses munitions et armes de la troisième guerre mondiale. Tout le monde tremble, en se gardant bien d'avoir une peur bleue. Les nobles se cachent, à cause de ce qu'on dit sur leur sang. Les fromagers ferment boutique, par précaution pour les Roquefort et fourmes.

C'était compter sans les membres du clan Lapis-Lazuli qui idolâtrèrent le bleu, le vénèrent et le portent toute l'année durant. Ils vivent aux alentours de Sélestat, en pêcheurs cueilleurs des temps modernes. Un jour, une partie du clan approche des faubourgs de Strasbourg pour troquer des fourrures. C'est alors que le vieux policier, présent en banlieue pour ses loisirs, remarque les membres du peuple bleu. D'abord on assiste à une bagarre, puis des échauffourées, puis des émeutes. Strasbourg est bientôt sous le coup d'une révolution et les Lapis-Lazuli menacent d'envahir la ville en novembre 2051, aidés par les habitants. Le président d'Eurofruga n'en croit pas ses yeux. Sa ville démétropolisée sombre dans la violence et la sédition pour une couleur de métro. Partout les nouvelles sont dramatiques : les garnisons du Neudorf et de Niederhausbergen sont débordées, une partie des défenseurs a rejoint les insurgés, on assiste au pillage de tous les greniers à soja et quinoa, le bâtiment dans lequel lui-même se trouve est cerné et les chocs d'objets divers contre le portail résonnent.

La mort dans l'âme, le Président joue son va-tout : il appelle New-Fruga, siège de l'Organisation des Fruga Unies (OFU) et, d'une voix d'outre-tombe, défait, il finit par articuler : « Envoyez les casques bleus. »

Le destin de Marie Antoinette

Nous sommes à Cornimont à moins de 2 heures de Nancy. Ce petit village dans la vallée de La Bresse est devenu une vraie petite ville résidentielle depuis que les habitants affluent depuis le sillon mosellan pour y trouver un peu de fraîcheur. Il est vrai que 27 °C à 11 heures du matin un 24 mars, c'est beaucoup mais ici c'est supportable.

Les Counehets et les Counehettes le savent et se sont habitués depuis les années 40. Le village aussi a dû s'adapter avec de nouveaux commerçants, de nouvelles résidences, de nouvelles habitudes, des nouveaux habitants aussi.

C'est au coin de la rue de la Mairie que l'on trouve justement un de ces nouveaux arrivants, un antiquaire spécialisé dans le début du XXI siècle. C'était encore l'âge d'or de la consommation, des montagnes d'objets inutiles d'avant l'utilitarisme et que l'on renouvelait, paraît-il, au gré de ses envies. Cela nous fait rire mais il y a encore quelques centaines nostalgiques qui tentent de se souvenir de ces années inconscientes en exposant un de ces objets dans leurs intérieurs standardisés et normés de 2051.

Justement, on est chez lui... La cloche en aluminium recyclée des milliers de fois tinte annonçant l'arrivée d'un nouveau client.

Miel De Sapin Didierlaurent, c'est le nom de cet antiquaire (un vrai nom counehetaïn), sursaute légèrement sortant de sa torpeur. Il était assoupi assommé par la chaleur de fin mars à la sortie d'un mois de février particulièrement frais à 17° de moyenne.

— Venez, venez, n'ayez pas peur ! La boutique est profonde, ne craignez pas d'avancer.

Miel aperçoit une ombre qui passe sous les meubles Ikea, qui rappellent cette époque il n'y a pas si longtemps où nos maisons en regorgeaient. Enfin, au détour d'une tente Décathlon dont plus personne ne semble se rappeler son usage, apparaît une silhouette à capuche.

— Voyez, voyez (il a un tic, il répète toujours les premiers mots qu'il dit), tous les articles sont en bon état avec la facture imprimée de l'époque.

Si les temps ont changé, les antiquaires eux sont restés les mêmes...

Tout à son réveil, il se dit tout de même qu'il n'aime pas beaucoup ça, il ne sait pas trop. Qui peut bien se cacher sous un tel accoutrement ? Un ou une cliente ?

— Vous venez souvent à Cornimont ?, tente-il.

— Non, bonjour, c'est la première fois, dit-elle car c'est une cliente.

— Et qu'est-ce qui vous amène ici ? Et singulièrement dans ma boutique ?, répond-il.

— Votre réputation n'est plus à faire en termes d'antiquité et je voulais savoir pourquoi...

Elle se gratte la tête tout en dodelinant d'un pied sur l'autre comme gênée par sa propre démarche.

— Pourquoi quoi ?, demande l'antiquaire qui commence à perdre patience devant la jeune femme qu'il commence à identifier comme une marginale un peu louche.

Si le climat en 2051 a beaucoup changé, les a priori au faciès, eux, sont restés bien installés dans les esprits counehetaïn, ce sont d'ailleurs peut-être les seules choses durables qui nous soient restées du début des années 2000.

Mais la jeune femme n'est peut-être pas celle qu'il a cru être, c'est le regret de ces années-là qu'elle est peut-être venue tenter de retrouver.

D'ailleurs, faisant fi de sa timidité, elle explose.

— Pourquoi et comment en sommes-nous arrivés là, je ne comprends pas que je sois obligé de vivre dans un 20 m², avec des meubles en cartons recyclés à partir de vieux cartons, de subir au quotidien des coupures d'eau et d'électricité, que je sois obligé de m'habiller avec des vêtements recyclés et de conserver au moins 10 % de ma petite surface habitable pour des plantes alors que je ne peux utiliser que 2 litres d'eau par jour...

L'antiquaire, enfin complètement réveillé, la regarde désormais avec plus d'humanité. Son regard aussi s'assombrit. Une tristesse infinie s'empare de son visage.

Pauvre gamine, pense-t-il

Avec une grande compassion dans le regard, Miel oublie ses mauvaises pensées et poursuit

— Vous avez raison, ce n'est pas une vie. Depuis que l'AD'AIME (Assemblée Démocratique et Associative pour des Initiatives Maîtrisées pour l'Environnement / parti unique depuis 2045) qui rassemble tous les pouvoirs, décide de tout et va jusqu'à normaliser la fréquence de lavage de nos sous-vêtements, c'est devenu insupportable.

En un éclair, la colère qui se lisait sur le visage de la jeune fille se transforme en un étonnement qui rapidement se transforme en frayeur.

— Vraiment ?, dit-elle, le mot à moitié retenu dans la gorge, le visage tordu par la peur.

Tout le monde le sait, il a rapidement été interdit de prononcer le mot AD'AIME dès 2046. Le prononcer, c'est le critiquer et le critiquer constitue le délit ultime. L'esprit critique est l'ennemi des rigoureux plans de sauvegarde de la vie qui ont été mis en place depuis quelques années dans la société.

Marie-Antoinette, car c'est son nom, est-elle en train de transgresser la LOI en écoutant Miel ? Elle qui ne venait chercher chez Miel que le parfum de ces années-là !

Pourtant, sa grand-mère lui avait bien sûr raconté ces années-là, ces années où les nombreux partis n'étaient même plus capables de s'entendre et de doter la France d'un budget, et encore moins de prendre des décisions qui épargneraient le pire au climat et qui bien sûr engagerait, il le savait, un avenir incertain pour l'humanité. Elle savait cette époque coupable. Elle n'ignorait pas non plus que les efforts énormes consentis dans sa vie de tous les jours par l'AD'AIME qui imposent par la force ce dont elle se plaignait 5 minutes plus tôt avaient réussi jusqu'à diviser par 150 les émissions de gaz à effet de serre grâce aux plans de sauvegarde de la vie mis en place. Mais diviser par 150 quelque chose qui avait été multiplié par 100 ne sauve qu'illusoirement et provisoirement la vie.

Pourtant, se rendre complice de ce délit de transgression bien involontaire avec la complicité de Miel lui avait curieusement fait un bien fou.

Était-ce mieux avant quand ceux qui avaient vécu ce mieux avaient joué avec le pire !

Marie-Antoinette n'a pas de réponse, on lui a volé la possibilité d'en avoir une, bien avant sa naissance.

15. Commentaires d'Ibrida Folia, animatrice de l'atelier d'écriture

Une séance d'échanges du C3D à partir de nouvelles de fiction

#climat #prospective

Contexte et intention générale

Dans sa participation à l'initiative de 2013 du C3D « 2050 : Le Chemin des Possibles », Patrick Viveret invite à prendre en compte la richesse des expériences, des vécus et des idées, présente dans les « désaccords », ces quelques pourcents d'un groupe qui constituent une altérité à la pensée majoritaire. Non par morale, mais par souci d'efficacité. Parce que c'est peut-être là que se logent les réponses innovantes aux défis de nos sociétés...

Le 10 novembre 2025, des membres du groupe de travail Prospective du C3D ont écrit six nouvelles de fiction sur la base des scénarios de l'ADEME « 2050 : En Chemin vers la Neutralité carbone. »

De quels signaux faibles ces nouvelles de fiction se font-elles les voix ? De quelles questions invisibles se font-elles l'écho ? Ces éléments peuvent-ils donner lieu à une nouvelle rencontre participative pour nourrir les propositions que le C3D remettra au printemps aux élu·e·s de la Métropole ? Sous quelle forme ?

À la suite de l'atelier d'écriture créative a émergé l'idée de mobiliser cette matière littéraire pour contribuer à nourrir les échanges prospectifs du C3D, en complément des réflexions menées jusqu'à présent (cf. document « GT Prospective Recap novembre 2025 »).

Afin d'honorer et de tirer profit de ce travail d'écriture collective, jugé aussi riche créativement parlant que soutenant émotionnellement par les participant·e·s (« une soupape bienvenue qui permet de retrouver de l'optimisme »), les nouvelles ont été relues ex-post. Le présent document en propose une analyse sous la forme d'une mise en lumière d'éléments cachés des enjeux climatiques et écologiques du Grand Est, ainsi qu'une question clé par nouvelle ;

Retours sur les nouvelles de fiction et questions clés

La relecture « à froid » des nouvelles, attachée à en mettre en lumière les singularités, a permis de dégager les éléments ci-dessous. Cette analyse se donne l'ambition de nourrir la poursuite des échanges, tout en étant consciente de sa propre subjectivité et de son caractère non exhaustif.

Sacha et le monde des éco-femmes

Sacha vit dans un monde où les objectifs gouvernent. En particulier les objectifs écologiques, par la force des choses. Ce texte est une dystopie mettant en scène, à travers le vécu d'un jeune homme, la tyrannie du vert, nous alertant sur le fait que l'écologie peut devenir aussi liberticide qu'arbitraire.

Sacha n'a pas reçu à la naissance, comme il aurait dû, ses éco-objectifs. S'ouvre alors devant lui un no man's land remettant en question non seulement sa bonne citoyenneté, mais jusqu'à son existence elle-même.

Cette histoire alerte à quatre niveaux :

L'existence dans la cité, qui passe par la reconnaissance d'autrui et en particulier de l'autorité, peut-elle / doit-elle être conditionnée aux objectifs que l'on remplit... ou non ? Dans le monde de Sacha, la reconnaissance de sa propre vie ne tient plus à la vie elle-même, mais aux objectifs que l'on reçoit, et que l'on atteint. On n'existe aux yeux des autres que si l'on a, et que l'on remplit, ses éco-objectifs. Ne pas les remplir, c'est être invisible, c'est être exclu·e par invisibilité. Au contraire, remplir ses objectifs permet d'être reconnu·e, d'être visible et donc inclus·e dans la société. L'appartenance à la communauté de vie est donc un résultat, potentiellement remis en question en continu, et non plus un socle de départ.

Que se passe-t-il lorsqu'il y a un bug dans le système ? Pour une raison inconnue et visiblement involontaire, Sacha ne reçoit pas ses éco-objectifs. Cela le plonge dans une série de problématiques très concrètes : Comment trouver des éco-objectifs, dans ce système qui semble si complexe qu'il en devient opaque ? Si l'on ne sait qui fixe, attribue et évalue lesdits objectifs, par qui passer pour en obtenir ? Cela ne semble pas pouvoir se faire de façon officielle. Le système semble incapable de reconnaître ses propres erreurs, et la bonne volonté ne pas suffire à prouver que l'on mérite d'être citoyen·ne. C'est une double peine pour Sacha : non seulement il a été lésé et invisibilisé, mais en plus il n'a d'autre choix que d'agir de façon invisible pour réparer cette injustice. Il lui faut nécessairement soudoyer.

Sacha ne se le demande pas, mais en tant que lecteur·ice on peut se poser la question : faut-il à tout prix chercher à devenir éco-enfant, puis adulte, dans ce monde ? Une autre voie serait-elle possible ? À quoi ressemblerait-elle ?

Bien qu'incertaine, les femmes semblent ouvrir la seule issue possible pour Sacha, la seule voie pour cette quête de reconnaissance. Où sont les hommes et pourquoi n'apparaissent-ils pas comme acteurs de la résolution du problème ?

La question clé : qui est responsable de la citoyenneté ? Dans ce monde où la citoyenneté n'est pas un point de départ mais un résultat conditionné à l'atteinte d'objectifs environnementaux, quelles sont les responsabilités de Sacha, des femmes, des hommes, du système d'attribution des éco-objectifs, des adultes de façon générale : d'une part dans le désir de chacun·e à s'engager en faveur de la communauté ; d'autre part dans la reconnaissance de l'existence d'autrui ?

L'éducation citoyenne et l'absurdité de nos comportements

Cette nouvelle met en lumière les paradoxes qui émergent nécessairement dans l'action écologique, car elle se confronte à la difficulté de concilier des enjeux contradictoires : vouloir être au contact de la nature, c'est aussi prendre le risque de la dégrader ; manger végane, c'est prendre le risque de remettre en question des habitudes de convivialité ; vouloir coopérer en invitant à partager son repas, c'est prendre le risque de l'altérité et de ne pas supporter la contradiction de l'autre, etc.

La fin de l'histoire est tragique, la forêt brûle et tout le monde a tort : le couple qui pense que manger végane et aimer la nature suffit à la préserver, tout autant que le couple qui ne croit pas au dérèglement climatique et le voit s'incarner directement sous ses yeux... Cela n'est pas sans rappeler la peinture de Francisco de Goya, Duel au

gourdin, dans laquelle le conflit entre les deux hommes leur fait perdre conscience qu'ils s'enlisent tous les deux en même temps qu'ils se battent. Il n'y aura pas de vainqueur.

Parce que le personnage de l'enfant cherche à poser des mots sur ces réalités, on peut penser que la nouvelle adresse la question du rôle de la parole et de l'écoute dans la gestion de ces paradoxes. Comment s'écouter lorsque l'on ne partage pas le même point de vue ? Vivre des moments partagés suffit-il à « vivre et faire ensemble » ? À quelles conditions partager un repas peut-il rassembler véritablement ? Nommer les paradoxes peut-il aider à les dépasser, à s'extraire ne serait-ce qu'un instant des sables mouvants ?

La question clé : comment nommer les paradoxes (et autres injonctions contradictoires) dans lesquels nous placent les crises climatiques et écologiques, et qu'est-ce que cela opère ? La prise de conscience de l'incompatibilité de certains enjeux, de certains objectifs et de certaines actions, peut sembler vertigineuse. Quelles voies ouvre alors la « méta-communication », c'est-à-dire le fait de nommer ensemble ces contradictions dans toutes leurs subtilités ?

Sacrebleu !

La bataille des couleurs qui prend place dans cette nouvelle (vert contre bleu) cristallise à la fois toute l'absurdité de l'univers décrit, et toute sa violence. Cela est amené avec beaucoup d'humour, grâce au fait que cette absurdité est poussée à son paroxysme dans des détails de la vie quotidienne qui prennent alors une importance démesurée. On rit, mais rit-on clair ou rit-on jaune ? Le caractère humoristique du texte n'empêche pas de (voire au contraire invite d'autant mieux à) questionner la mascarade que peuvent devenir certaines réponses aux défis écologiques.

« Toujours plus de la même chose », dirait-on à l'École de Palo Alto ! Autrement dit, la nouvelle témoigne d'effets systémiques de résistance au changement. Dans un fonctionnement reposant sur l'action et le « faire », même quand il n'y a plus rien à faire (car la situation est désespérée), il faut trouver... des choses à faire ! Et même les faire bien, en témoignent les commissions et acronymes en bonne et due forme (les CSSC : Commissions Stratégiques et Symboliques des Couleurs). Peu importe que cela soit contradictoire avec l'intention de frugalité que porte l'institution jusque dans son nom. Mais voilà, arrêter de faire, c'est oser ressentir, c'est oser faire de la place aux émotions... et cela est vraiment trop dangereux.

Alors de nouvelles formes de violences apparaissent, car l'absurde est insupportable pour nos cerveaux et nos êtres en quête de sens : on supprime, on supprime, peu importe quoi pourvu que ce soit bleu, on en vient à se frapper soi-même (le policier se frappe lui-même car son uniforme est bleu). Et peu importe que cela soit contre-productif (là aussi) : on tue les animaux et végétaux bleus, alors que le vivant se meurt de toute cette chaleur... Cette violence tient au fait que l'on évacue le problème comme si cela le résolvait, en se réjouissant que cela soit si simple (« il est heureux : il a enfin une mission à faire qu'il comprend »), alors que la complexité de la situation est évidente.

La question clé : et si les couleurs étaient des moteurs ? Dans la nouvelle, la couleur est l'aspect anecdotique des choses qui révèle à quel point la situation en vient à des absurdités (on ne peut qu'admettre que « ce n'est pas ça le problème ! »). Et si nous en prenions le contre-pied ? Si nous considérions que la couleur symbolise toute la dimension esthétique et émotionnelle qu'il nous est si difficile à intégrer dans nos actions écologiques ? À quoi ressemblerait un projet climatique et écologique de territoire qui en célébrerait toutes les couleurs ? Un projet où les « trames vertes et bleues » n'en seraient qu'un aspect, et où la liste des couleurs (des végétaux, des animaux, des paysages et éléments naturels...) amorcée dans le texte serait aussi variée qu'infinie ?

L'Autoroute

Dans cette nouvelle, la métaphore de l'autoroute est prise « à l'envers ». Elle n'est plus la ligne droite rassurante qui permet d'aller vite, de relier efficacement un lieu à un autre. Elle est espace de mystère, de déambulation, de (mauvaises) rencontres, de surprises. Le personnage principal y est en quête, une quête dont l'issue est incertaine, d'autant plus qu'il ne sait pas bien ce qu'il cherche. Cet « esprit critique » qu'il appelle de ses vœux, de quoi s'agit-il ? À quoi ressemble-t-il ? La figure du Graal n'est pas loin, cet objet mystérieux qui se révèle avoir moins d'importance en soi que le chemin qu'il nous a demandé de parcourir jusqu'à lui.

Le texte adresse la question du sens, dans ses trois acceptions (signification, direction, sensation). Comment donner du sens à sa vie, aux situations que l'on rencontre, lorsqu'on a perdu l'esprit critique, c'est-à-dire la capacité à questionner ? Comment retrouver cette capacité à (re) mettre en question, dans un monde où l'écologie est devenue idéologique et s'oppose précisément à toute remise en cause ? Cette perte de liberté s'incarne sur une autoroute qui n'a plus de route que le nom. On se suit, on suit les suiveurs et les suivants, on ne sait plus qui suit qui... on tourne en rond.

Cette perte de sens s'accompagne de la présence / réapparition de la violence. Pas de sens égale de la violence. Et le (re)trouver ne passera pas seulement par les idées. La figure de l'âne (par le bonnet), l'avoine mangée à mains nues, l'impératif de trouver à boire et à manger pour assurer ses besoins vitaux dans ce monde hostile... nous rappelle qu'il y a quelque chose d'animal dans ce personnage, et que son salut passera par le corps, la matière, les éléments. Il retrouve d'ailleurs ce fameux esprit critique perdu lorsque le vent décolle subitement le bonnet d'âne de sa tête, balayant par là même sa propre violence, lui qui s'apprête à tirer sur un couple de personnes aperçues au loin.

La question clé : quelles sont les sensations d'un territoire « écologique » ? La prospective nous invite à réfléchir au sens que pourraient prendre nos trajectoires (de vie, de territoire, d'activités humaines) : directions / orientations et significations / intentions. Qu'en est-il de la troisième acception du « sens » ? Autrement dit, quelles sensations pourraient être celles des territoires de demain ? Qu'y verrait, entendrait, sentirait (toucher, odorat), goûterait-on, en tant qu'êtres sensibles ?

Le destin de Marie-Antoinette

Entre aujourd'hui et le monde de 2050 raconté dans cette nouvelle, beaucoup de choses ont changé. Le nom de l'un des personnages principaux, l'antiquaire « Miel De Sapin Didierlaurent » (ce nom ! Quelle créativité !) nous l'indique aisément. Les humain-es y sont-iels davantage considéré-e-s comme faisant partie intégrée et intégrante du monde vivant ? Nous ne le saurons pas, en revanche une chose est certaine : les objets continuent d'y tenir une place de choix.

Cette nouvelle nous présente les objets comme des traits d'union entre le présent et un passé qui a tendance à s'effacer. L'antiquaire « a un tic, il répète toujours les premiers mots qu'il dit », comme si quelque chose lui échappait inévitablement, ou tentait de le faire : la capacité à s'ancrer par le langage. Répéter les mots, collectionner les objets, est-ce aussi une façon pour lui de préserver les vestiges d'une société aujourd'hui perdue de consommation et de production d'objets en séries, autrefois rassurante ? Il est difficile de s'en défaire, surtout lorsqu'il ne reste rien d'autre à quoi s'accrocher...

Dans cet univers à l'interface entre le passé et le présent, Marie-Antoinette est une jeune femme qui vient chercher des explications. Sa vie lui est si contraignante et restrictive qu'elle ne peut accepter qu'il en soit ainsi. Mais ses questions, il lui est interdit de les poser. Il est interdit d'évoquer ou de rechercher les raisons de la situation actuelle, l'AD'ADIME n'aime pas cela... La culpabilité de cette institution lui fait poser un mouchoir sur la vérité. Alors il ne reste qu'un seul endroit où Marie-Antoinette puisse obtenir des réponses : chez un représentant du passé.

Cette nouvelle parle de l'oubli, de la perte de mémoire qui survient à force d'empêcher la parole et de transmettre des non-dits. Mais même si les questions restent sans réponse, quelques bribes, et la possibilité d'en parler, font «un bien fou». Ces deux personnages nous invitent ainsi à nous demander comment continuer de parler des choses même si l'on se sent coupable, même si l'on a honte de la situation, car se taire, c'est ajouter à la souffrance de la situation celle de ne pas comprendre d'où elle vient. Ils nous invitent aussi à nous demander quels artefacts (objets, images, autres ?) peuvent soutenir cette transmission de parole.

La question clé : et s'il n'y avait qu'un seul message à faire passer (aux générations futures), quel serait-il ? « Ce n'est pas parce qu'on n'a rien à dire qu'il faut fermer sa gueule... », dit le film célèbre. Il est parfois des choses si évidentes que l'on hésite à les dire, et puis un jour, on les a oubliées, ou on n'a plus le droit de les dire. L'amnésie environnementale est aujourd'hui connue : on ne se souvient pas de ce que l'on n'a pas connu et éprouvé soi-même (les insectes sur les pare-brise des voitures pendant les trajets de vacances...). S'il y avait à ne pas oublier, non par nostalgie mais parce que c'est aussi important pour demain, pour « la 7e génération », ce serait quoi, et comment le formuler ?

Un Trésor tombé de la Vallée

Que sont les objets : des trésors ou des déchets ? Cette nouvelle nous soumet l'idée selon laquelle les objets sont des trésors autant qu'ils sont déchets, et nous invite à questionner la place de la matérialité dans nos vies.

Ce piano qui tombe du ciel sans crier gare est le symbole de cet « entre-deux mondes » dans lequel on ne sait plus se situer clairement. Il est rêve et réalité (la scène est crédible, mais précède un réveil) ; il est un objet imposant, précieux et qui prend de la place, et n'a en même temps plus aucune valeur, il encombre, on ne sait plus qu'en faire...

Tout est question de curseur. Si les objets sont partout (même au-dessus de nos têtes), alors ils perdent de leur valeur. Celle-ci devient même négative (ils encombrent). D'un autre côté, ils peuvent être trésors dans les yeux de quelqu'un qui les découvre pour la première fois. Alors l'enfant de demander quels sont les vrais trésors ? Et là s'ouvrent de nouvelles possibilités : au-delà des objets, les personnes ? La nature ?

La nouvelle peut également suggérer que la valeur des choses tient à leur mouvement. Statiques, entassés, tous ces objets nous embarrassent (même le silence devient « absurde » lorsqu'il « retombe »). En mouvement, se déplaçant (le vélo qui roule, l'enfant que l'on attire à soi), les corps et les objets prennent une autre valeur. Une piste pour (ré) attribuer de la valeur au vivant évolutif, mouvant, imprévisible (et pas seulement une fois transformé en matériau inerte ou fixe, meubles, etc.) ?

La question clé : quelle est la valeur des mouvements des vivant-es ? Ils peuvent nous déranger : une haie ou une pelouse qui ne cessent de repousser ; des rivières qui débordent ; des enfants qui envahissent l'espace public de leurs courses dans tous les sens ; des nuées d'étourneaux qui envahissent l'espace sonore... Entre réalisme et fantastique, dans un monde où il pleut des pianos comme il neige ou comme il pleut de l'eau, peut-on imaginer une tout autre valeur à la vie qui déborde et nous échappe ?

SITE INTERNET: [HTTP://CONSEILDEVELOPPEMENTDURABLE.GRANDNANCY.EU](http://conseildeveloppementdurable.grandnancy.eu)

MAIL: CONSEIL.DEVELOPPEMENT.DURABLE@GRANDNANCY.EU



FACEBOOK: C3D GRAND NANCY

INSTAGRAM: @C3D_GrandNancy

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA MÉTROPOLÉ DU GRAND NANCY
22-24 VIADUC KENNEDY
Co 80036 54035 NANCY CEDEX